

ACCORD-CADRE MONO-ATTRIBUTAIRE DE MAITRISE D'ŒUVRE



OBJET DU MARCHÉ :

Accord-Cadre de maîtrise d'œuvre

-

**Projet de réutilisation
de l'ancienne
chaufferie de la Doua**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)
COMMUN AUX MARCHES SUBSEQUENTS DE L'ACCORD-CADRE**

MAITRE D'OUVRAGE :

COMUE UNIVERSITÉ DE LYON Saint-Etienne

92 RUE PASTEUR
CS 30122
69361 LYON CEDEX 07

Table des matières

Article I.	Objet de l'accord-cadre - dispositions générales	5
I.1	Objet de l'accord-cadre	5
I.2	Caractéristiques générales de l'accord-cadre	5
I.2.1	Forme et montant de l'accord-cadre.....	5
I.2.2	Procédure mise en œuvre	5
I.2.3	Décomposition en tranches et lots de l'accord-cadre	5
I.2.4	Durée de l'accord-cadre	5
I.2.5	Marchés de prestations similaires	6
I.2.6	Titulaire de l'accord-cadre	6
I.2.7	Sous-traitance	6
I.2.8	Dérogations aux CCAG-Travaux relatives aux missions du maître d'œuvre	6
I.2.9	Clause de réexamen.....	6
I.2.10	Portail de gestion documentaire	6
I.3	Devoir de conseil et Règlement général sur la protection des données (RGPD).....	7
I.4	Confidentialité.....	7
I.5	Mesures d'ordre sociales et environnementales	7
I.5.1	Lutte contre le travail dissimulé	7
I.5.2	Mesures d'ordre social – application de la réglementation du travail.....	8
I.5.3	Clause environnementale	8
I.5.4	Support des livrables	8
I.5.5	Communication du bilan de gaz à effet de serre du titulaire et plan de transition associé.....	9
I.6	Modalités de consultation et d'attribution des marchés subséquents	9
I.6.1	Consultation du titulaire de l'accord-cadre	9
I.6.2	Réponse du titulaire de l'accord-cadre.....	9
I.6.3	Attribution des marchés subséquents	10
I.7	Conditions d'exécution des marchés subséquents.....	10
Article II.	Pièces contractuelles constitutives de l'accord-cadre et des marchés subséquents.....	10
II.1	Pièces contractuelles constitutives de l'accord-cadre	10
II.2	Pièces contractuelles constitutives des marchés subséquents	11
Article III.	Caractéristiques des prix pratiqués et de leur contenu	12
Article IV.	Dispositions propres au forfait de rémunération dans le cadre des marchés subséquents	12
IV.1	Modalités de fixation du forfait de rémunération pour la mission de maîtrise d'œuvre	12
IV.2	Dispositions diverses	13
Article V.	Révision des prix « plafonds » de l'accord-cadre	14
V.1	Révisions des prix	14
V.2	Mode d'établissement des prix du marché	14
V.3	Choix de l'index de référence	14
V.4	Modalités de révision des prix.....	14
V.5	Application de la taxe à la valeur ajoutée.....	14
Article VI.	Révision des prix des marchés subséquents	14
Article VII.	Règlement des prestations objets des marchés subséquents	15
VII.1	E-Facturation.....	15
VII.2	Avance	15
VII.3	Acomptes.....	16
VII.4	Montant des acomptes	18
VII.4.1	Projet de décompte.....	18
VII.4.2	Décomptes périodiques	19

VII.4.3	Acomptes périodiques	19
VII.4.1	Solde.....	19
VII.1	Délais de règlement.....	20
VII.2	Règlement en cas de cotraitants ou de sous-traitants payés directement.....	20
VII.3	Remise de la demande de paiement	20
Article VIII.	Mise en œuvre des marchés subséquents	22
Article IX.	Durée des marchés subséquents	22
Article X.	Délais d'exécution des marchés subséquents, constatation de l'exécution des prestations et pénalités ..	22
X.1	Délais – constatations de l'exécution des prestations pour la phase «étude»	22
X.1.1	Etablissement des documents.....	22
X.1.2	Réception des documents et achèvement de la mission	25
X.2	Délais - constatation de l'exécution des prestations pour la phase «travaux»	26
X.2.1	Délais de livraison des ouvrages	26
X.2.2	Vérification de la conformité du projet d'exécution	26
X.2.3	Vérification des projets de décompte mensuel des entrepreneurs.....	26
X.2.4	Vérification du projet de décompte final de l'entrepreneur et établissement du décompte général.....	26
X.2.5	Ordres de service.....	27
X.2.6	Procès-verbaux des opérations préalables à la réception	27
X.2.7	Dossier des ouvrages exécutés	27
X.2.8	Instruction des mémoires de réclamation.....	27
Article XI.	Exécution de la mission de maîtrise d'œuvre jusqu'à la passation des marchés de travaux	28
XI.1	Coût prévisionnel des travaux	28
XI.2	Conditions économiques	28
XI.3	Tolérances sur coût de référence des travaux	28
Article XII.	Exécution de la mission de maîtrise d'œuvre après passation des marchés de travaux.....	29
XII.1	Coût de réalisation des travaux	29
XII.2	Modifications de programme et contrôle des coûts.....	29
XII.2.1	Modification du programme.....	29
XII.2.2	Suivi financier	29
XII.2.3	Modifications apportées au cours des études et des travaux à la demande du Maître d'Ouvrage (type TM)	30
XII.2.4	Modifications apportées à la demande du maître d'œuvre (type TS).....	30
XII.2.5	Fiche technique de proposition de modification (FTM).....	30
XII.3	Taux de tolérance sur le coût de réalisation des travaux	30
XII.4	Seuil de tolérance sur le coût de réalisation des travaux	30
XII.5	Coût constaté des travaux.....	30
XII.6	Mesures conservatoires.....	31
XII.7	Ordres de services	31
XII.8	Suivi de l'exécution des études et des travaux.....	31
XII.8.1	Suivi de l'exécution des études de conception.....	31
XII.8.2	Suivi de l'exécution des travaux	31
XII.8.3	Présence du maître d'œuvre sur le chantier.....	31
XII.8.4	Rendez-vous de chantier	31
XII.8.5	Opérations préalables à la réception.....	32
Article XIII.	Achèvement de la mission.....	32
Article XIV.	Régime des pénalités propre à l'accord-cadre.....	33
XIV.1	Pénalité pour absence de réponse à une lettre de consultation	33
XIV.2	Pénalité pour non-respect des dispositions propre au RGPD.....	33

XIV.3 Pénalité pour non-respect des obligations de confidentialité	33
XIV.4 Pénalité relative à lutte contre le travail dissimulé.....	33
XIV.5 Autres pénalités.....	34
Article XV. Régime des pénalités propres aux marchés subséquents	34
XV.1 Pénalité pour retard dans l'exécution des prestations des marchés subséquents	34
XV.1.1 Pénalité pour retard dans la production de document en phase « étude ».....	34
XV.1.2 Pénalité pour retard dans la date de réception des ouvrages (phase « travaux »).....	34
XV.1.3 Pénalité pour retard dans la vérification de la conformité du projet d'exécution.....	34
XV.1.4 Pénalités pour retard dans la vérification des projets de décomptes mensuel	34
XV.1.5 Pénalités pour retard dans la vérification du projet de décompte final de l'entrepreneur et établissement du décompte général.....	35
XV.1.6 Pénalité pour non-émission ou émission tardive des ordres de service.....	35
XV.1.7 Pénalité pour retard dans la production des procès-verbaux mentionné à l'article X.6 du présent CCAP	35
XV.1.8 Pénalité pour retard de visa du Dossier des ouvrages exécutés.....	35
XV.1.9 Pénalités pour retard dans l'instruction des mémoires en réclamation	35
XV.1.10 Pénalité pour retard dans la fourniture du DCE	35
XV.2 Pénalité pour dépassement du seuil de tolérance	35
XV.3 Pénalité pour absence du maître d'œuvre à une réunion ou visite	35
XV.4 Autres pénalités	35
Article XVI. Résiliation de l'accord-cadre ou d'un marché subséquent	36
XVI.1 Résiliation pour motif d'intérêt général	36
XVI.2 Résiliation en cours d'exécution d'une phase technique.....	36
XVI.3 Arrêt de l'exécution des prestations à l'issue d'une phase technique	36
XVI.4 Résiliation aux torts du titulaire	36
Article XVII. Force majeure	36
Article XVIII. Clauses diverses.....	37
XVIII.1 Conduite de prestations dans un groupement	37
XVIII.2 Saisie-arrêt	37
Article XIX. Assurances	37
XIX.1 Responsabilité civile (en cours de chantier, professionnelle et après livraison)	37
XIX.2 Responsabilité civile décennale	38
Article XX. Redressement judiciaire et liquidation	39
Article XXI. Protection de la main d'œuvre.....	39
Article XXII. Protection de l'environnement, sécurité et santé	39
Article XXIII. Régime des connaissances antérieures et des résultats	39
Article XXIV. Règlement des différends	39
Article XXV. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers	39
Article XXVI. Cession du marché	40
Article XXVII. Dérogations aux documents généraux.....	40

Chapitre I. Généralités

Article I. Objet de l'accord-cadre - dispositions générales

I.1 Objet de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre mono-attributaire, exécuté par le biais de la conclusion de marchés subséquents, porte sur des missions de Maîtrise d'œuvre relatives à la réalisation du projet de réutilisation de l'ancienne chaufferie du campus Lyon Tech_la Doua à Villeurbanne.

Maître d'ouvrage : COMUE Lyon Saint-Etienne

Lieu(x) d'exécution du marché : Les prestations seront exécutées dans les locaux du titulaire et sur site de l'ancienne chaufferie du campus de la Doua, 10 avenue Albert Einstein 69100 Villeurbanne. Une partie des réunions prévues dans le cadre de la présente se tiendront dans les locaux du Maître d'Ouvrage, 92 rue Pasteur à Lyon.

Le périmètre des missions pouvant être confiées au titulaire de l'accord-cadre, par le biais de la passation de marchés subséquents, est précisé dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) commun aux marchés subséquents de l'accord-cadre.

I.2 Caractéristiques générales de l'accord-cadre

I.2.1 Forme et montant de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre est mono-attributaire, et est exécuté par le biais de la conclusion de marchés subséquents, au sens des articles L. 2125-1-1°, R.2162-2 et suivants du Code de la Commande Publique.

Ce contrat donne lieu à la conclusion de marchés subséquents dans les conditions fixées aux articles R.2162-7 à R.2162-9 du code de la commande publique.

Les marchés subséquents préciseront les caractéristiques et les modalités d'exécution administratives et techniques des prestations demandées qui n'ont pas été fixées dans l'accord-cadre (notamment dans le CCTP de l'accord-cadre et dans le présent CCAP). Ils seront attribués dans les conditions et modalités définies à l'Article I.6 du présent CCAP.

Cet accord-cadre est passé sans minimum en quantité ou en valeur, mais avec un maximum en valeur de 3 000 000 € HT sur toute la durée de l'accord-cadre, reconductions comprises, conformément aux dispositions de l'article R.2162-4-2° du code de la commande publique. Ce montant ne devra pas être considéré comme un budget alloué aux missions de l'accord-cadre, mais bien comme un montant maximum au sens des dispositions du Code de la Commande Publique précitées.

I.2.2 Procédure mise en œuvre

Le présent accord-cadre est conclu selon une procédure avec négociation conformément aux articles L. 2124-3, R.2124-3-3° et -4°, R2142-15 à R2142-18, et R.2161-12 à R.2161-17 du code de la commande publique.

I.2.3 Décomposition en tranches et lots de l'accord-cadre

Il n'est pas prévu de décomposition en lots ou en tranches pour le présent accord-cadre. Aucune Prestation Supplémentaire Eventuelle (PSE) n'est prévue.

Cependant, les marchés subséquents émis dans le périmètre de cet accord-cadre pourront comporter des tranches et/ou PSE. Les modalités relatives à ces dernières seront explicitées dans les pièces propres aux marchés subséquents.

I.2.4 Durée de l'accord-cadre

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 12 mois à compter de sa date de notification, qui constitue le point de départ de son délai d'exécution. Il peut être reconduit tacitement par périodes successives de 12 mois jusqu'à 7 fois. Par conséquent, sa durée maximale ne pourra excéder 8 ans.

Le pouvoir adjudicateur, s'il souhaite ne pas reconduire l'accord-cadre, doit se prononcer par écrit à minima 1 mois avant la date de fin de chaque échéance annuelle ; la reconduction de l'accord-cadre est considérée comme acceptée si aucune décision n'est prise à l'issue de ce délai.

Si le pouvoir adjudicateur décide de ne pas reconduire l'accord-cadre, le titulaire ne pourra pas le refuser. La non-reconduction ne donne droit à aucune indemnité.

Cette durée exceptionnelle est justifiée par l'objet de l'accord-cadre : L'accord-cadre a pour objet une action s'apparentant à une opération de réhabilitation et restructuration complexe du fait de la réutilisation d'un ancien bâtiment industriel. Ce projet nécessite ainsi la continuité de la mission de maîtrise d'œuvre assurant ainsi une cohérence globale architecturale, une maîtrise budgétaire de bout en bout et une maîtrise du planning.

La conclusion de marchés subséquents sur le fondement du présent accord-cadre ne peut se faire que pendant la durée de validité de celui-ci.

1.2.5 Marchés de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier au titulaire de l'accord-cadre, en application de l'article R.2122-7 du code de la commande publique, des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui sont confiées au titre du présent accord-cadre, dans le cadre d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence préalable.

1.2.6 Titulaire de l'accord-cadre

Le présent marché est composé de prestations de maîtrise d'œuvre. Le CCAP s'appuie sur le CCAG-MOE, il sera donc convenu que le titulaire est désigné sous le nom de Maître d'Œuvre. Les caractéristiques propres au titulaire du marché, désigné dans le présent marché sous le nom de « Maître d'œuvre » ou « titulaire du contrat de maîtrise d'œuvre », sont précisées à l'article 1 de l'acte d'engagement de l'accord-cadre.

1.2.7 Sous-traitance

Le maître d'œuvre peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le maître d'ouvrage et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque sous-traitant. Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies à l'article 3.6 du CCAG-MOE.

1.2.8 Dérogations aux CCAG-Travaux relatives aux missions du maître d'œuvre

Par dérogation à l'article 4.1, les clauses du CCAG-Travaux précisant le rôle du maître d'œuvre dans le cadre de l'exécution des marchés de travaux sont contractuelles, sous réserve des dérogations suivantes :

- Par dérogation à l'article 29.1.5 du CCAG-Travaux, le délai de délivrance du visa du maître d'œuvre est fixé à dix jours ;
- Par dérogation à l'article 12.4.2 du CCAG-Travaux, le maître d'œuvre transmet le projet de décompte général dans un délai de 15 jours à compter de la transmission de la demande de paiement finale par le titulaire du marché de travaux.

1.2.9 Clause de réexamen

En application de l'article R2194-1 du code de la commande publique, le présent marché pourra être modifié quel que soit le montant de la modification, dans les circonstances suivantes :

- Modification de la clause de variation de prix en raison de la disparition d'un indice ou d'un index inclus dans la clause initiale, à condition que son remplacement n'entraîne pas un bouleversement majeur de l'économie du marché.
- Cession du contrat au profit d'un nouveau titulaire à condition que cette modification n'entraîne aucune modification substantielle du contrat et que l'opérateur économique présenté remplisse les critères de sélection initiaux.
- Dans le cadre d'un marché subséquent de maîtrise d'œuvre, la détermination du forfait définitif de rémunération dans les conditions du paragraphe IV.1, Article IV du Chapitre II ci-après.

1.2.10 Portail de gestion documentaire

Dans le cas où la maîtrise d'ouvrage ou son représentant décide de mettre en place un portail de gestion documentaire pour assurer la gestion documentaire du projet (depuis le démarrage des études jusqu'à la réception des travaux), l'ensemble des acteurs de l'opération et en particulier le titulaire du présent contrat ont l'obligation d'utiliser la plateforme de gestion documentaire pour leurs échanges de documents.

L'accès à la plateforme se fait via tout type d'appareil (PC, MAC, tablettes) en utilisant les navigateurs internet courants. Des identifiants seront transmis par mail à chaque utilisateur. L'obligation d'utiliser le service n'exonère en aucune façon

les intervenants de leurs obligations d'établir les plans et documents en papier conformément aux prescriptions de leur marché.

Il appartient à chaque utilisateur, en tant qu'émetteur de données et de documents, de vérifier que chaque transmission effectuée s'est faite conformément aux procédures en vigueur et de signaler, dans les meilleurs délais, toute défaillance technique éventuelle à l'administrateur du portail.

I.3 Devoir de conseil et Règlement général sur la protection des données (RGPD)

Le titulaire est tenu à une obligation permanente d'information et de conseil à l'égard du pouvoir adjudicateur pendant toute la durée du marché.

Obligations du titulaire vis-à-vis du responsable du traitement (RGPD) :

- Ne traiter les données à caractère personnel que sur instructions documentées du responsable du traitement
- Garantir la confidentialité et la sécurité des données (pseudonymisation, chiffrement...)
- Respecter les principes de protection des données dès la conception et par défaut
- Notifier sans délai les violations de données à caractère personnel au responsable du traitement
- Tenir par écrit un registre recensant les traitements effectués
- Solliciter l'autorisation du responsable du traitement avant de recruter un sous-traitant de second rang
- Répondre des éventuelles fautes commises par le sous-traitant de second rang à l'égard du responsable du traitement
- Apporter l'assistance au responsable du traitement pour l'instruction des demandes d'exercice du droit des personnes concernées : rectification, effacement, etc.
- Mettre à la disposition du responsable du traitement la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes les obligations imposées par le RGPD.

Les parties devront se conformer au règlement 2016/679 général sur la protection des données du 27 avril 2016 ainsi qu'à la loi n° 2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, conformément à l'article 5.2 du C.C.A.G.- MOE.

Pour chaque manquement du titulaire à ses obligations au titre du RGPD, l'Université de Lyon peut exiger, après mise en demeure du titulaire restée infructueuse dans le délai fixé par ladite mise en demeure, le versement d'une pénalité indiquée au présent CCAP.

I.4 Confidentialité

Conformément à l'article 5.1 du C.C.A.G.-MOE, le titulaire est tenu, ainsi que l'ensemble de son personnel et le cas échéant ses sous-traitants et/ou ses fournisseurs au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tous ce qui concerne les faits, informations, études et décisions, dont il a, ou aura eu la connaissance durant l'exécution du marché.

Il est tenu de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents, ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties.

I.5 Mesures d'ordre sociales et environnementales

I.5.1 Lutte contre le travail dissimulé

Dans le cadre de la lutte contre le travail dissimulé, et conformément à l'article L8222-6 du code du travail, le dispositif suivant sera appliqué :

Avant la signature du contrat :

L'Université de Lyon sollicite de l'attributaire du marché, la production des pièces établissant qu'il a satisfait aux obligations fiscales et sociales, qu'il est en conformité avec la réglementation du code du travail relative au travail dissimulé et qu'il ne fait l'objet d'aucun motif d'exclusion de la procédure de passation du marché conformément aux articles L2141-1 à L2141-11 du code de la commande publique.

Dans le cas de prestataires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En cours d'exécution du contrat :

- 1 Le titulaire fournit à l'Université de Lyon, tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du contrat et sans qu'il soit besoin de les lui demander, les mêmes pièces que celles exigées lors de la signature du contrat.
- 2 Dans le cas où un agent de contrôle lui signalerait que le titulaire ou ses sous-traitants ne respectent pas leurs obligations, l'Université de Lyon le mettra en demeure, par lettre recommandée avec accusé de réception, de régulariser leur situation et d'en apporter la preuve (fourniture des mêmes pièces justificatives à jour).

Dans le cas de prestataires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

Au cas où le titulaire n'aurait pas donné suite à cette injonction, en régularisant la situation, dans un délai de deux mois à compter de la réception de la mise en demeure, l'Université de Lyon peut :

- a) Appliquer une pénalité forfaitaire définie à l'article XIV.4 du présent CCAP ;
- b) Résilier le marché sans indemnités, aux frais et risques du titulaire dans les conditions fixées au CCAG-MOE.

I.5.2 Mesures d'ordre social – application de la réglementation du travail

En application des articles D.8254-2 et D.8254-5 du code du travail, au moment de la conclusion de l'accord-cadre ou d'un marché subséquent, le titulaire doit remettre au pouvoir adjudicateur une attestation sur l'honneur indiquant s'il a ou non l'intention de faire appel, pour l'exécution du marché subséquent concerné, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes rémunérés au-dessous du taux normal des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employés sur le chantier ne peut excéder 10 % et le maximum de réduction possible de leur salaire est fixé à 10 %.

I.5.3 Clause environnementale

Le maître d'œuvre s'attachera, à l'occasion de l'exécution des missions confiées dans le cadre des marchés subséquents, à prendre en compte :

- La réduction des prélèvements des ressources ;
- La composition des produits et notamment leur caractère écologique, polluant ou toxique ;
- Les actions en faveur du réemploi, de la réutilisation, du reconditionnement, de l'intégration de matières recyclées et du recyclage ;
- Les économies d'énergie et le développement des énergies renouvelables ;
- La prévention de la production des déchets et leur orientation vers des filières de valorisation ;
- Les pratiques environnementales appliquées aux modalités d'exécution des prestations et notamment les politiques de réduction des émissions de gaz à effet de serre et d'amélioration de la qualité de l'air ;
- La réduction des impacts sur la biodiversité ;
- La sensibilisation des intervenants aux problématiques environnementales liées à l'exécution du marché.

Il s'appuiera notamment en phase études, sur le diagnostic PEMD fourni, et sera garant du réemploi des éléments architecturaux et techniques déposés.

En complément des dispositions précédentes, le développement durable étant l'un des enjeux forts du présent accord-cadre (*cf. article III.1 du CCTP de l'accord cadre commun à tous les marchés subséquents*), le maître d'ouvrage prévoira, à l'occasion de la passation des marchés subséquents, un certain nombre d'actions spécifiques venant en complément des éléments de missions du maître d'œuvre. Celles-ci sont détaillées dans les pièces contractuelles propres à chaque marché subséquent.

A ce titre, et conformément aux dispositions de l'article III.1 du CCTP de l'accord-cadre, des engagements environnementaux sont attendus du titulaire de l'accord-cadre par le biais de son offre-cadre.

I.5.4 Support des livrables

Tous les documents livrables doivent être mis à disposition de préférence au format dématérialisé et à la demande de l'acheteur, sur supports en papier.

Lorsque la remise d'un support physique est exigée par l'acheteur, le papier utilisé est alors sur support en papier recyclé ou éco-labellisé garantissant l'usage d'un bois issu de forêts gérées durablement (par ordre de priorité : papier recyclé, papier éco-labellisé ecolabel européen, NF Environnement, Ange bleu ou équivalent, papier certifié issu de forêts gérées durablement labellisé PEFC, FSC ou équivalent, grammage le plus fin possible). En cas de recours à la reprographie, le

mode recto -verso et en noir et blanc est privilégié. Les documents papiers sont limités et le coût de la reproduction est compris dans le forfait global.

Lorsqu'une remise dématérialisée est prévue, les documents dématérialisés partagés par le titulaire sont compressés autant que possible tout en conservant leur lisibilité.

I.5.5 Communication du bilan de gaz à effet de serre du titulaire et plan de transition associé

Dans le cadre de la circulaire n° 6425-SG du 21 novembre 2023 relative à l'engagement pour la transformation écologique de l'État, les acheteurs de l'État mobilisent une condition d'exécution relative à l'article L.229-25 du code de l'environnement afin de vérifier le respect, par les titulaires qui y sont soumis (les personnes morales de droit privé employant plus de cinq cents personnes), de leur obligation d'établir et de publier leur bilan d'émissions de gaz à effet de serre (BEGES) et le plan de transition pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre (GES) présentant les objectifs, moyens et actions envisagés à cette fin et, le cas échéant, les actions mises en œuvre lors du précédent bilan.

Ainsi, le titulaire soumis à l'article L.229-25 du code de l'environnement communique à l'acheteur son BEGES et le plan de transition associé dans un délai maximum de six (6) mois après la date de notification du marché.

Également, si le BEGES communiqué après la notification du marché arrive à échéance durant l'exécution de ce dernier, un nouveau BEGES (et son plan de transition associé) est transmis par le titulaire à l'acheteur, au plus tard six (6) mois après la date d'expiration du BEGES initial.

La communication du BEGES doit être effectuée en utilisant le site internet de l'ADEME (<https://bilans-ges.ademe.fr/>), conformément à l'article L. 229-25 du code de l'environnement et à l'arrêté du 25 janvier 2016 relatif à la plate-forme informatique pour la transmission des bilans d'émission de gaz à effet de serre.

Les plans de transition sont communiqués sur cette même page ; toutefois, le titulaire soumis aux obligations de déclaration extra-financière peut communiquer son plan via son rapport de performance extra-financière prévue à l'article L. 225-102-1 du code de commerce ; il indique à l'acheteur le lien internet lui permettant d'accéder à ce document.

I.6 Modalités de consultation et d'attribution des marchés subséquents

I.6.1 Consultation du titulaire de l'accord-cadre

La consultation, pour chaque marché subséquent, s'effectuera à la survenance du besoin par l'envoi au titulaire de l'accord-cadre d'une lettre de consultation détaillant les éléments exigés au titre de l'offre, ainsi que les modalités de remise du pli, accompagnée le cas échéant, des documents, clauses et prescriptions techniques et administratives (CCAP, CCTP, etc.) que le pouvoir adjudicateur jugera nécessaires.

À cette occasion, le titulaire de l'accord-cadre sera invité à remettre par écrit, à minima, une offre de prix, établi sur la base du Bordereau des Prix Plafonds remis lors de la conclusion de l'accord-cadre, ainsi qu'une offre technique dans le délai qui lui sera précisé.

La lettre de consultation fera mention de la date limite de réception de l'offre fixée par le pouvoir adjudicateur. Le délai de consultation ne pourra pas être inférieur à 7 jours calendaires à compter de l'envoi de la lettre de consultation au titulaire de l'accord-cadre.

Conformément aux dispositions du code de la commande publique, toutes les communications et tous les échanges d'informations (y compris la transmission du pli) sont effectués par des moyens de communication électronique.

I.6.2 Réponse du titulaire de l'accord-cadre

Le titulaire de l'accord-cadre s'engage à formuler une réponse, dans les délais indiqués dans la lettre de consultation, en respectant les engagements de son offre-cadre.

L'absence de réponse ne sera admise que dans les conditions décrites ci-dessous.

En cas de non-réponse, le titulaire doit motiver de manière circonstanciée l'absence de dépôt d'une offre, justifications formelles à l'appui, dans le même délai que celui fixé pour la remise de l'offre sollicitée. Sera uniquement recevable l'indisponibilité momentanée et accidentelle, pour des raisons parfaitement indépendantes de la volonté du titulaire, ou en cas de force majeure. Il en sera de même en cas d'indisponibilité de l'un des co-traitants membre du groupement titulaire, le cas échéant.

En-dehors des deux cas mentionnés précédemment, il appartient au titulaire de prendre toutes mesures pour faire face à ses engagements contractuels. A l'exception du cas de non-réponse ci-avant exposé ou de retard justifié, et répondant aux conditions fixées ci-dessus, l'absence de réponse du titulaire à la lettre de consultation relative à un marché subséquent entraînera l'application automatique d'une pénalité prévue au présent CCAP.

L'offre remise par le titulaire à l'occasion de la passation d'un marché subséquent devra prendre en compte les éléments indiqués dans l'offre-cadre qu'il aura remise à l'occasion de la conclusion de l'accord-cadre, techniques comme financiers.

En particulier, le titulaire ne peut proposer, pour la réalisation des missions du marché subséquent concerné, des équipes ou une méthodologie qui ne présenteraient pas des qualités au moins équivalentes à celles de l'équipe ou de la méthodologie présentées dans le mémoire technique de son offre-cadre, présentée lors de la consultation relative à l'accord-cadre.

En particulier, les équipes proposées doivent présenter un niveau de qualité au moins équivalente en termes de composition, d'expérience et de qualification.

Les offres remises par le titulaire dans le cadre de la passation des marchés subséquents se conformeront strictement aux dispositions de l'accord-cadre, et notamment aux prix indiqués dans le Bordereau des prix plafonds. A défaut, les marchés subséquents ne pourront être conclus sur la base de ces offres.

À défaut de mention contraire dans les documents de consultation relatifs aux marchés subséquents, le délai de validité de l'offre remise dans le cadre de chacune de ces consultations est de 6 mois à compter de la date limite de réception de l'offre.

I.6.3 Attribution des marchés subséquents

Le pouvoir adjudicateur procédera aux vérifications de la conformité de l'offre remise avec les stipulations de l'accord-cadre.

Il pourra demander à l'attributaire de préciser ou de compléter la teneur de son offre. Il pourra être procédé à une mise au point des composantes du marché, sans que ces modifications puissent remettre en cause les caractéristiques substantielles de l'offre, avant la signature et la notification d'attribution du marché subséquent par le pouvoir adjudicateur au titulaire.

La date de début d'exécution des prestations sera fixée dans les pièces du marché subséquent.

I.7 Conditions d'exécution des marchés subséquents

Les prestations du titulaire devront être conformes aux stipulations tant de l'accord-cadre que des marchés subséquents.

Le pouvoir adjudicateur mettra à disposition du titulaire les documents en sa possession nécessaires pour la réalisation de ses missions. Il facilitera, en tant que de besoin, l'obtention auprès des autres administrations et organismes compétents, des informations et renseignements dont le titulaire pourrait avoir besoin.

Article II. Pièces contractuelles constitutives de l'accord-cadre et des marchés subséquents

II.1 Pièces contractuelles constitutives de l'accord-cadre

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-MOE, les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (A.E.) de l'accord-cadre, et les annexes éventuelles de l'AE ;
- Le Bordereau des Prix Plafonds de l'accord-cadre ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) de l'accord-cadre commun aux marchés subséquents ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P), commun aux marchés subséquents de l'accord-cadre et ses annexes ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de maîtrise d'œuvre (CCAG-MOE) issu de l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG-

Travaux) issu de l'arrêté du 30 mars 2021, précisant le rôle du maître d'œuvre dans le cadre de l'exécution des marchés de travaux ;

- Les questions/réponses aux demandes de précisions sur la teneur du dossier de consultation des entreprises, le cas échéant ;
- L'offre technique du titulaire (constituant l'offre-cadre du titulaire ; les dispositions ne sont contractuelles que si elles vont au-delà des prescriptions des cahiers des charges) ;
- Les réponses aux demandes de précisions de l'acheteur sur l'offre-cadre remise par le titulaire ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

La signature de l'acte d'engagement de l'accord-cadre vaut acceptation sans réserve de toutes les pièces et documents contenus dans le Dossier de Consultation des Entreprises.

II.2 Pièces contractuelles constitutives des marchés subséquents

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-MOE les pièces contractuelles, pour chaque marché subséquent sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (A.E) du marché subséquent et ses annexes éventuelles ;
- Les Cahiers de Clauses Administratives et Techniques Particulières, spécifiques au marché subséquent, transmis le cas échéant au titulaire dans le cadre de la consultation pour l'attribution dudit marché ;
- La mise au point du marché subséquent, le cas échéant ;
- Les pièces constitutives de l'accord-cadre (c.f. Article II.1 ci-dessus) ;
- Le Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-MOE) ;
- Le Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG-Travaux) précisant le rôle du maître d'œuvre dans le cadre de l'exécution des marchés de travaux ;
- Les questions/réponses aux demandes de précisions sur la teneur de la lettre de consultation du titulaire pour la passation du marché subséquent, le cas échéant ;
- L'arrêté du 22 mars 2019 précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrages publics à des prestataires de droit privé et ses annexes ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales applicable aux marchés publics de travaux (CCTG) et ses annexes en vigueur lors du mois de l'établissement des prix (mois Mo) ;
- Les lois, décrets, arrêtés, prescriptions du code du travail, de l'inspection du travail, de la CARSAT et de l'OPPBT, les normes homologuées en France et en Europe, les cahiers DTU,
- Les règles de calcul DTU, les Eurocodes, les avis techniques et cahiers techniques du CSTB en vigueur au moment de l'exécution des prestations.
- Les dispositions du Code du patrimoine ;
- L'offre technique du titulaire remise au stade de la consultation pour le marché subséquent (le cas échéant, note technique et méthodologique, cadre de réponse, etc.).

La signature de l'acte d'engagement du marché subséquent vaut acceptation sans réserve de toutes les pièces et documents mentionnées ci-avant.

Qu'il s'agisse de l'accord-cadre ou des marchés subséquents, seuls les exemplaires originaux des pièces contractuelles ci-avant listées, conservés dans les archives du pouvoir adjudicateur, font foi.

Les conditions générales de vente du titulaire, de ses fournisseurs ou de ses sous-traitants ne sont applicables ni à l'accord-cadre ni aux marchés subséquents conclus sur son fondement.

Chapitre II. Prix et règlement des comptes

Article III. Caractéristiques des prix pratiqués et de leur contenu

Les offres de prix remises par le titulaire dans le cadre des consultations pour la passation des marchés subséquents doivent respecter les prix « plafonds » de l'accord-cadre.

Les prix des marchés subséquents sont établis sur la base de ces prix « plafonds », éventuellement révisés, de l'accord-cadre et ne peuvent qu'être inférieurs ou égaux à ces prix « plafonds ».

Le titulaire devra, lors du dépôt de son offre pour un marché subséquent, détailler le prix proposé afin que le pouvoir adjudicateur puisse vérifier que les prix du Bordereau de prix « plafonds » de l'accord-cadre ne sont pas dépassés.

Les prix proposés dans le Bordereau des prix « plafonds » relatif aux marchés subséquents prennent en compte toutes les dépenses nécessaires à l'exécution des marchés subséquents ou toute autre charge afférente (à l'exception des sujétions mentionnées dans l'accord-cadre comme n'étant pas couvertes par les prix « plafonds »).

Les prix des marchés subséquents, conclus sur le fondement du présent accord-cadre sont réputés comprendre, conformément aux dispositions de l'article 10.1.3 du CCAG-MOE, toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires. Les prix comprennent également la participation à toutes les réunions nécessaires à l'accomplissement des missions et tous les frais de déplacement.

En cas de cotraitance, les prix « plafonds » et, de fait, les prix des marchés subséquents, sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination et contrôle effectuées par le mandataire, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bénéfice ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement d'opérateurs économiques et les conséquences de ces défaillances.

En cas de sous-traitance, les prix « plafonds » et, de fait, les prix des marchés subséquents, sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle par le titulaire des prestations confiées à ce sous-traitant, ainsi que les conséquences de ses défaillances.

Les prix s'entendent pour des prestations exécutées dans les conditions prévues aux CCTP de l'accord-cadre.

Article IV. Dispositions propres au forfait de rémunération dans le cadre des marchés subséquents

IV.1 Modalités de fixation du forfait de rémunération pour la mission de maîtrise d'œuvre

Le forfait provisoire de rémunération de la mission de maîtrise d'œuvre sera fixé dans l'acte d'engagement du marché subséquent pour les prestations de type maîtrise d'œuvre, conformément à l'article R2432-7 du Code de la commande publique. Ce forfait ne pourra pas dépasser le cadre des prix « plafonds ».

La part provisoire du forfait porte sur les éléments des missions de base et complémentaires, hors APS, ESSP, Eclairagisme public, Mobilier et Signalétique.

Le forfait définitif de rémunération du maître d'œuvre est fixé après engagement du maître d'œuvre sur le coût prévisionnel des travaux, lequel intervient à la validation de l'avant-projet.

Il résulte de l'application des modalités suivantes :

En l'absence de modification du programme ou de prestations acceptées par le maître d'ouvrage son représentant :

- Si l'estimation du coût des travaux annoncés par le Maître d'œuvre est égale au coût prévisionnel provisoire (CPP),

Le forfait définitif de rémunération (FD) sera arrêté par ordre de service du Maître d'ouvrage, qui fixera également le coût prévisionnel définitif des travaux (CPD).

$$CPD = CPP$$

➔ Dans ce cas, le forfait définitif de rémunération est : $FD = FP$

- Si l'estimation du coût des travaux annoncés par le Maître d'œuvre est inférieure au coût prévisionnel provisoire (CPP),

Le forfait définitif de rémunération (FD) sera arrêté par ordre de service du Maître d'ouvrage, qui fixera également le coût prévisionnel définitif des travaux (CPD).

$$CPD < CPP$$

➔ Dans ce cas, le forfait définitif de rémunération est : $FD = FP$

- Si l'estimation du coût des travaux annoncés par le maître d'œuvre est supérieure au CPP, notamment :

Le Maître d'ouvrage pourra au choix :

- Exiger une reprise des études sans indemnisation
- Résilier le contrat aux torts exclusifs du maître d'œuvre. Dans ce cas, la rémunération de la mission effectuée au jour de la résiliation sera réduite de moitié
- Accepter la nouvelle enveloppe travaux.

Après accord du maître d'ouvrage ou son représentant sur les modifications et leurs incidences financières, le coût prévisionnel définitif sur lequel s'engage le maître d'œuvre est :

$$CPD = CPP + \Delta CPP$$

➔ Dans ce cas précis, le forfait définitif de rémunération est : $FD = FP$

Le forfait définitif de rémunération FD sera arrêté par voie d'avenant ainsi que le coût prévisionnel des travaux CPD.

En cas de modification du programme ou de prestations acceptées ou proposées par le maître d'ouvrage ou son représentant :

Le forfait de rémunération provisoire (FP) pour les missions de maîtrise d'oeuvre est celui qui résulte de l'Acte d'Engagement du marché subséquent arrêté au jour de la notification du marché subséquent concerné. Les prix du marché subséquent sont réputés établis sur la base des prix plafonds définis dans l'acte d'engagement de l'accord-cadre.

Le forfait de rémunération définitif est fixé de la façon suivante :

Dès que la différence (ΔCPP) entre le coût prévisionnel provisoire (CPP) et le coût prévisionnel définitif (CPD) franchit en plus ou en moins un « palier », la rémunération provisoire FP est affectée d'un coefficient A. La valeur d'un « palier » est égale à 3 % (trois pour cent) du coût prévisionnel provisoire de travaux (CPP).

Le coefficient A a les valeurs suivantes :

Palier	Evolution CPP	Valeur de A
1	$< 3\%$	$A1 = 1$
2	$3\% < \Delta CPP < 6\%$	$A2 = 1,02$
3	$6\% < \Delta CPP < 9\%$	$A3 = 1,04$
4	$9\% < \Delta CPP < 12\%$	$A4 = 1,06$
5	$12\% \Delta CPP < 15\%$	$A5 = 1,09$
6	$> 15\%$	$A5 = 1,12$

Lorsque que CPD est inférieur au CPP, le forfait de rémunération définitif est fixé proportionnellement à l'évolution du CPP.

IV.2 Dispositions diverses

Ce forfait est exclusif de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre de la même mission. Un avenant permettra de fixer le coût prévisionnel définitif de l'ouvrage et le forfait définitif de rémunération.

Un nouvel avenant pourra être établi afin de modifier le forfait définitif de rémunération dans le cas d'une éventuelle PSE, retenue dans le cadre des marchés de travaux. Cette procédure sera reconduite en cas d'affermissement de tranche optionnelle, en cours d'exécution des marchés de travaux. Ces avenants seront établis sur la base des mêmes conditions que celles indiquées dans l'article V.1 ci-dessus.

Article V. Révision des prix « plafonds » de l'accord-cadre

V.1 Révisions des prix

Les prix « plafonds » de l'accord-cadre sont fermes pour la durée initiale de 12 mois, puis révisés annuellement, dans les conditions et selon les modalités ci-après.

V.2 Mode d'établissement des prix du marché

Conformément aux dispositions de l'article 10.1 du CCAG-MOE, les prix « plafonds » de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois correspondant à la date de remise de son offre par le titulaire de l'accord-cadre ; ce mois est appelé « M0 ». Dans le cas où des négociations amèneraient le titulaire de l'accord-cadre à remettre une « offre finale après négociation » le mois M0 serait alors le mois de la remise de cette offre finale.

V.3 Choix de l'index de référence

L'index de référence choisi en raison de sa structure pour représenter l'évolution du marché est l'index ingénierie ING (base 2010). Il est publié par l'INSEE, au bulletin officiel du ministère en charge de l'écologie, du développement et de l'aménagement durable (www.btp.developpement-durable.gouv.fr), ainsi qu'au moniteur des travaux publics et du bâtiment.

V.4 Modalités de révision des prix

Les prix « plafonds » de l'accord-cadre sont révisés par l'application de la formule suivante :

$$P1 = Po \times [0,15 + 0,85 (In/Io)]$$

Dans laquelle :

P1 = prix révisé HT

Po = prix initial HT du marché pour la première révision, puis montant HT du prix résultant de la précédente révision opérée à la reconduction du marché

In = dernier indice connu à la date de la révision des prix

Io = indice au mois Mo

Le coefficient de révision comporte trois décimales et est arrondi au millième supérieur. Il est appliqué à chaque prix révisable.

V.5 Application de la taxe à la valeur ajoutée

Le montant des règlements est calculé en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur à la date du fait générateur de la T.V.A.

Article VI. Révision des prix des marchés subséquents

Les pièces contractuelles propres aux marchés subséquents mentionneront les dispositions particulières prises s'agissant de l'éventuelle révision des prix de ces derniers.

Article VII. Règlements des prestations objets des marchés subséquents

VII.1 E-Facturation

Le Titulaire transmet l'ensemble des documents relatifs au règlement des prestations prévues au marché subséquent, notamment ses factures, décomptes et demandes de paiement, par voie électronique au maître d'ouvrage ou son représentant.

Pour cela, le maître d'ouvrage ou son représentant pourra se doter d'une plateforme collaborative (système d'échange de données informatiques) sur laquelle l'ensemble de ces documents devront être transmis par le Titulaire.

Cette plate-forme notifie au Titulaire la réception des documents envoyés, afin de disposer d'une preuve de leur transmission et de la date de leur transmission.

Le titulaire est tenu d'adhérer au système d'échange de données informatiques choisi par le maître d'ouvrage ou son représentant pour la saisie des situations.

VII.2 Avance

Sauf renonciation du titulaire ou du sous-traitant admis au paiement direct, exprimée dans l'acte d'engagement ou dans la DC4, une avance sera versée selon les modalités définies ci-après, correspondant à l'option B mentionnée à l'article 10.1 du CCAG-Travaux et conformément aux articles R2191-3 à R2191-19 du code de la commande publique.

A. Modalité de calcul de l'avance

Une avance sera accordée pour chaque marché subséquent passé dans le cadre du présent accord-cadre.

a) Lorsque la durée du marché subséquent concerné est inférieure ou égale à 12 mois :

Lorsque le Titulaire n'est pas une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le montant de l'avance est porté à 5% du montant initial toutes taxes comprises du marché subséquent. Lorsque le Titulaire est une petite ou moyenne entreprise au sens du Code de la Commande Publique, le taux susmentionné est fixé à 30%.

b) Lorsque la durée du marché subséquent est supérieure à 12 mois :

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant n'est pas une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le montant de l'avance est porté à 5% d'une somme égale à 12 fois le montant initial toutes charges comprises du marché subséquent, divisé par la durée exprimée en mois. Lorsque le titulaire ou le sous-traitant est une petite ou moyenne entreprise au sens du Code de la Commande Publique, le taux de l'avance susmentionné est fixé à 30%.

c) Dispositions particulières propres aux marchés subséquents disposant de tranches :

Lorsque le marché subséquent est divisé en tranches, une avance sera versée pour la tranche ferme, et pour chaque tranche optionnelle affermie. En dehors du fait que l'assiette à prendre en compte pour le calcul de l'avance est celle de la tranche ferme au stade de la notification du marché subséquent, puis de chaque tranche affermie au cours de l'exécution du marché, le taux et les modalités de calcul du montant de l'avance sont déterminées dans les mêmes conditions que celles énoncées au a) et b) précédent. Ainsi, lorsque la durée de la tranche considérée est inférieure ou égale à 12 mois, les dispositions du a) s'appliquent ; lorsque la durée de la tranche considérée est supérieure à 12 mois, les dispositions du b) s'appliquent.

B. Remboursement de l'avance

Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au titulaire, et intervient par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes, selon la périodicité indiquée à l'article 16.2 ci-après.

Le remboursement de l'avance débutera lors de l'émission de la première demande de paiement. Le remboursement étant effectué par précompte sur les sommes dues au titulaire, il sera achevé au plus tard lors du paiement du solde.

Le remboursement de l'avance versée au sous-traitant s'effectue selon les mêmes modalités que pour le titulaire du marché.

C. Le régime de l'avance accordée en cas de groupement titulaire

Lorsque le titulaire de l'accord-cadre est un groupement d'opérateur économiques, l'acheteur versera la part de l'avance revenant à chacune des co-traitants sur la base des prestations respectives qu'ils devront réaliser associés à leurs montants, tels qu'indiqués dans les pièces contractuelles du marché subséquent.

D. Le régime de l'avance accordée aux sous-traitants

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants agréés bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions (taux de l'avance et conditions de versement et de remboursement ...) que celles applicables au Titulaire du Marché, dans les conditions prévues à l'article R2193-19 du Code de Commande Publique.

Pour ce faire, le sous-traitant présente sa demande de versement de l'avance à l'Université de Lyon. Le sous-traitant joint à cette demande une attestation du titulaire indiquant le montant des prestations que le sous-traitant doit exécuter.

Lorsque le sous-traitant admis au paiement direct a été accepté et agréé avant la notification du marché, le montant de l'avance est calculé en appliquant les différentes hypothèses prévues aux points A. ci-avant. Est alors prise comme base l'assiette correspondant :

- Pour le titulaire : au montant des prestations qu'il exécute en propre ainsi que le montant des prestations sous-traitées mais qui ne font pas l'objet d'un paiement direct. Elle ne comprend en revanche pas le montant des prestations sous-traitées qui font l'objet d'un paiement direct ;
- Pour le sous-traitant bénéficiant du paiement direct : au montant des prestations qui lui sont sous-traitées, telles qu'elles figurent dans le marché ou dans l'acte spécial de sous-traitance.

Si le titulaire, qui a perçu l'avance, sous-traite une part du marché postérieurement à sa notification, il doit rembourser la fraction de l'avance perçue qui correspond au montant des prestations sous-traitées donnant lieu à paiement direct, même si le sous-traitant ne souhaite pas bénéficier de l'avance. Le remboursement de ce trop-perçu par le titulaire s'impute alors sur les sommes qui lui sont dues par l'acheteur et débute à compter de la notification de l'acte spécial de sous-traitance.

VII.3 Acomptes

Le règlement des sommes dues au titulaire fait l'objet d'acomptes, réglés périodiquement.

VII.3.1.1 Fractionnement de la rémunération suivant les éléments de mission et date d'exigibilité des acomptes

Le règlement des sommes dues au titulaire fera l'objet d'acomptes réglés périodiquement, l'intervalle entre deux acomptes successifs n'excédant pas 3 mois.

La fraction de la rémunération relative à chaque élément de mission et la date d'exigibilité de l'acompte sont fixées dans le tableau ci-après :

Prestation rémunérée	Fraction exigible	Date d'exigibilité
APS	50% 50%	Exigible en fonction de l'avancement et dans la limite de 50% à la remise du document 50 % à la remise du document, après intégration des reprises éventuelles de la MOA en phase de validation
APD / Dossier(s) autorisation(s) administrative(s)	40% 40% 20%	Exigible en fonction de l'avancement et dans la limite de 40% à la remise du document d'APD 40% après intégration des reprises éventuelles de la MOA en phase de validation 20% après dépôt des dossiers d'autorisation administratives

PRO / DCE	50% 50%	Exigible en fonction de l'avancement et dans la limite de 50% à la remise du document 50 % à la remise du document, après intégration des reprises éventuelles de la MOA en phase de validation
ACT	100%	Acomptes périodiques et 100 % après mise au point des marchés de travaux et acceptation par le représentant du pouvoir adjudicateur de (ou des) offre(s) des entreprises
VISA	Exigible en fonction de l'avancement des travaux et sous réserve de la production des plans d'exécution visés correspondants	
SYN		
EXE1 ou EXE2		
DET	85%	En fonction de l'avancement des travaux, sous forme d'acomptes, proportionnellement au délai d'exécution global des marchés de travaux (y compris période de préparation)
	15%	A la date de l'accusé de réception, par le représentant du pouvoir adjudicateur du projet de décompte final et après traitement des réclamations éventuelles des entreprises
AOR	30 %	A l'issue des opérations préalablement à la réception : A la date d'accusé de réception par le représentant du pouvoir adjudicateur du procès-verbal des opérations préalables à la réception.
	30 %	A la remise du dossier des ouvrages exécutés.
	20 %	A l'achèvement des levées de réserves.
	20 %	A la fin du délai de garantie de parfait achèvement
Mission complémentaire – BIM	15 %	A la remise du protocole BIM AVP et de la maquette AVP
	30 %	A la remise du protocole BIM DCE et de la maquette DCE
	85%	A l'avancement de la mission SYN
	100%	A la réception de la maquette finalisée dans le DOE
Mission complémentaire – HQE	30%	A la remise de la notice HQE AVP
	50%	A la remise de la notice HQE mise à jour PRO/DCE
	90%	A l'avancement suivi de chantier
	100%	A la remise de l'évaluation de fin de chantier de l'état de performance du bâtiment.
Mission complémentaire – CSSI	10%	A la remise et validation du DCE
	85%	En fonction de l'avancement des travaux, sous forme d'acomptes, proportionnellement au délai d'exécution global des marchés de travaux (y compris période de préparation)
	15%	A la date de l'accusé de réception, par le représentant du pouvoir

		adjudicateur du projet de décompte final et après traitement des réclamations éventuelles des entreprises
Mission complémentaire mobilier	100%	80 % à la remise du DCE 20% à la réception des travaux
Mission complémentaire signalétique	100%	80 % à la remise du DCE 20% à la réception des travaux
Mission complémentaire – Eclairage du bâtiment	100%	50 % à la remise de l'AVP 30% à la remise du DCE 20% à la réception des travaux
Mission d'ESSP	100%	80% à la remise du dossier 20% à la validation par la commission préfectorale

VII.4 Montant des acomptes

VII.4.1 Projet de décompte

Les projets de décompte présentés par le maître d'œuvre établissent le montant des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'avancement de l'exécution des prestations réalisées, abstraction faite des pénalités.

Conformément à l'article 11.3 du C.C.A.G.-MOE, le projet de décompte fait ressortir :

- Le montant des prestations exécutées, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections fixées conformément aux stipulations de l'article 21.3 du CCAG-MOE ;
- La décomposition des prix forfaitaires ou le détail des prix unitaires, lorsque l'indication de ces précisions est prévue par les documents particuliers du marché ou que, eu égard aux prescriptions du marché, les prestations ont été effectuées de manière incomplète ou non conforme ;
- Le détail des calculs, avec justifications à l'appui, des coefficients d'actualisation ou de révision des prix ;
- En cas de groupement conjoint ou solidaire, pour chaque membre du groupement, le montant des prestations effectuées par celui-ci ;
- En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors TVA, leur montant toutes taxes comprises ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies hors TVA et toutes taxes comprises ;
- Le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché.

En cas de groupement, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. Le mandataire est seul habilité à présenter au pouvoir adjudicateur la demande de paiement. Il est

seul habilité à formuler ou à transmettre les réclamations de membres du groupement.

En cas de sous-traitance durant l'exécution du marché :

- Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché.
- Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur.
- Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.
- Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.
- Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

Les projets de décompte indiquent les phases réalisées, de la mission leur date d'achèvement et leur rémunération, par référence au tableau figurant au paragraphe V.3.1.1 ci-avant.

Pour les phases de mission en cours de réalisation pouvant être partiellement réglées avant leur achèvement, en application des dispositions du paragraphe V.3.1.1 ci-avant, les projets de décompte indiquent le pourcentage de leur rémunération exigible.

Les projets de décompte servent de base à l'établissement des acomptes par le maître d'ouvrage ou son représentant.

Les demandes de paiement afférentes au règlement des prestations seront établies en un original.

L'absence d'une des mentions obligatoires et plus particulièrement la référence du marché entraîne le renvoi de la facture et suspend le délai de paiement jusqu'à réception d'une nouvelle facture conforme aux prescriptions ci-dessus énoncées.

Cette seconde facture devra porter la date réelle de son émission et non la date de la facture initiale.

VII.4.2 Décomptes périodiques

Le maître d'ouvrage ou son représentant vérifie les projets de décompte et y applique les pénalités éventuelles.

Les projets de décompte ainsi complétés deviennent alors les décomptes.

VII.4.3 Acomptes périodiques

Le montant des acomptes à verser au titulaire du marché est déterminé par le maître d'ouvrage ou son représentant qui dresse, à cet effet, un état faisant ressortir :

- le montant de l'acompte en prix de base. Ce montant est la différence entre le montant du décompte et celui du décompte précédent
- l'effet de la révision de prix appliquée de cet acompte
- l'incidence de la T.V.A
- le montant de l'acompte à verser, récapitulation des trois montants ci-avant, augmentée éventuellement des intérêts moratoires dus au titulaire.

Le maître d'ouvrage notifie au titulaire du marché le montant de l'acompte ci-avant, accompagné du décompte ayant servi de base à la détermination de ce montant, si le projet établi par le titulaire du marché a été modifié.

VII.4.1 Solde

VII.4.1.1 Solde – décompte final

A l'achèvement de sa mission dans le respect des conditions énoncées au chapitre IV (article XIII) et au chapitre V (article XVI), le maître d'œuvre adresse au maître d'ouvrage ou à son représentant une demande de solde, sous forme de projet de décompte final, dans les conditions fixées par l'article 11.7 du CCAG-MOE.

Le projet de décompte final indique le montant de la rémunération (F) du maître d'œuvre.

Le maître d'ouvrage ou son représentant vérifie le projet de décompte final et dresse l'état faisant ressortir :

- a) le montant de la rémunération forfaitaire hors TVA
- b) la réfaction éventuelle pour non-respect de l'engagement du maître d'œuvre sur le coût des travaux résultant des contrats de travaux passés par le maître d'ouvrage, telle qu'elle résulte des dispositions de l'article XV ci-après

- c) le forfait rectifié de rémunération, ce forfait étant égal à la différence des postes a) et b) ci-avant
- d) les pénalités éventuelles
- e) la rémunération, en prix de base hors TVA, due au titre du marché pour l'exécution de l'ensemble de la mission, cette rémunération étant égale à la différence des postes c) et d), et constituant le décompte final.

Si le projet de décompte final, malgré une mise en demeure formulée par le maître d'ouvrage ou son représentant n'a pas été produit dans un délai de 45 jours à partir de l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement (éventuellement prolongé) de tous les travaux, le maître d'ouvrage est fondé à procéder à la liquidation sur la base du décompte établi par ses soins aux frais et risques du titulaire. Il est notifié au maître d'œuvre.

VII.4.1.2 Décompte général – montant du solde

Le maître d'ouvrage ou son représentant établit le décompte général qui comprend :

- a) Le décompte final ci-avant
 - b) La récapitulation du montant des acomptes arrêtés par le maître d'ouvrage
 - c) Le montant en prix de base et hors TVA du solde, ce montant étant la différence du poste a) et b) ci-avant
 - d) L'effet de la révision appliquée sur le montant ci-avant
 - e) L'incidence de la TVA
 - f) Le montant du solde à verser au titulaire, ce montant étant la récapitulation des postes c), d), e) ci-avant
 - g) La récapitulation des acomptes partiels, de leur révision et du solde.
 - h) Le montant du décompte général est égal au résultat de cette dernière récapitulation.
 - i) Le maître d'ouvrage notifie au titulaire le montant du solde, accompagné du décompte général.
- Le décompte général et définitif du marché est :
 - Soit le décompte général revêtu de la signature, sans réserve, du maître d'œuvre puis celle de la personne responsable du marché
 - Soit le décompte général accru du montant de l'éventuelle indemnité accordée au maître d'œuvre à la suite d'un litige

VII.1 Délais de règlement

Le délai dont dispose la personne publique pour procéder au paiement des sommes dues est de 30 jours, à compter de la réception des demandes d'acompte.

En cas de retard dans les paiements, le titulaire bénéficiera, sans formalités, du versement d'intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Il est précisé en outre que le titulaire devra avertir sans délai le maître de l'ouvrage de ses changements de domiciliation bancaire et produire à cet effet les pièces justificatives correspondantes.

VII.2 Règlement en cas de cotraitants ou de sous-traitants payés directement

En ce qui concerne les cotraitants, l'article 12 du CCAG-MOE est appliqué.

En cas de groupement solidaire, le paiement pourra être effectué sur un compte unique ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire.

Les règlements des sous-traitants ayant droit au paiement direct s'effectueront dans les conditions prévues par les articles R.2193-10 à R.2193-16 du code de la commande publique.

Les réclamations éventuelles du maître d'œuvre sur le décompte général doivent être présentées dans les conditions définies à l'article 11.8.3 du CCAG-MOE.

VII.3 Remise de la demande de paiement

La remise d'une demande de paiement intervient après l'admission des prestations. Le titulaire notifie alors à l'Université de Lyon une demande de paiement établissant le montant total des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution du marché.

Conformément à l’ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le titulaire ainsi que les sous-traitants transmettent leurs demandes de paiement sous forme électronique en utilisant le portail CHORUS PRO. Il permet le dépôt, la réception, la transmission des factures électroniques et leur suivie, et est mis gratuitement à la disposition des fournisseurs.

Chapitre III. Mise en œuvre des marchés subséquents, délais d'exécution et pénalités

Article VIII. Mise en œuvre des marchés subséquents

Les marchés subséquents seront des marchés ordinaires à prix forfaitaire, mis en œuvre au moyen d'ordres de service.

Les ordres de service sont signés et notifiés au titulaire par le pouvoir adjudicateur, en cours d'exécution du marché. Cette notification est effectuée par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception, notamment :

- Transmission par courrier recommandé avec accusé de réception,
- Transmission par mail avec accusé de réception,
- Remise directe au titulaire contre récépissé.

Il sera utilisé, pour la notification dématérialisée des ordres de service (mail, profil acheteur), l'adresse électronique du titulaire telle que mentionnée dans l'Acte d'Engagement de l'accord-cadre. En cas de changement d'adresse de contact, le titulaire est tenu d'en informer dans les meilleurs délais l'Acheteur.

Lorsque le maître d'œuvre estime que les prescriptions d'un ordre de service appellent des observations de sa part, il les formule au maître d'ouvrage dans les conditions fixées à l'article 3.8 du CCAG-MOE.

Le titulaire se conforme aux ordres de service qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

En cas de cotraitance, les ordres de service sont adressés au mandataire du groupement, qui a seule compétence pour formuler des observations au pouvoir adjudicateur.

Article IX. Durée des marchés subséquents

Pour chaque marché subséquent, il sera fait mention de la durée de ce dernier dans l'Acte d'Engagement du marché.

Les marchés subséquents commenceront à être exécutés à compter de leur date de notification, sauf stipulation contraires mentionnés dans l'Acte d'Engagement du marché subséquent concerné. Les marchés subséquents de faisabilité s'achèveront à la validation de l'étude de faisabilité. Les marchés subséquents de maîtrise d'œuvre s'achèveront à l'issue du rendu du programme technique détaillé au dernier élément de la période de GPA.

Article X. Délais d'exécution des marchés subséquents, constatation de l'exécution des prestations et pénalités

Les prestations objet de chaque marché subséquent seront exécutées conformément aux délais, par mission, mentionnés dans les articles suivants.

L'ensemble des délais exprimés ci-après s'entendent en jours calendaires.

Tous les documents et rendus intermédiaires attendus dans le cadre de l'exécution des marchés subséquents feront l'objet de vérifications et de décisions distinctes.

Sauf dispositions contraires évoquées ci-après, la réception des prestations prévues se fera conformément aux dispositions des articles 20 et 21 du C.C.A.G.-MOE.

X.1 Délais – constatations de l'exécution des prestations pour la phase «étude»

X.1.1 Etablissement des documents

X.1.1.1 Délais maximums et points de départ des délais :

Eléments de mission	Documents / actes	Délai de réception maximum	Début du délai
APS	Elaborer l'Avant-Projet Sommaire	[6 semaines]	Date de l'accusé de réception par le maître d'œuvre de l'ordre de service de la mission
APD Autorisation(s) administrative(s)	Elaborer l'Avant-Projet	[6 semaines]	Date de l'accusé de réception par le maître d'œuvre de l'avis favorable sur l'APS
	Réaliser le(s) dossier(s) d'autorisation(s) administratives(s)	[3 semaines]	Date de rendu de l'APD, sauf avis contraire de la MOA
PRO DCE	Etablir les études de projet	[6 semaines]	Date de l'accusé de réception par le maître d'œuvre de la décision d'approbation de l'AVP ou de l'ordre de service de la mission
	Préparer le Dossier de Consultation des Entreprises	[3 semaines]	
ACT	Rapport préalable d'analyse des candidatures et offres, et questions aux candidats	[10 jours]	Date de la remise au maître d'œuvre des plis contenant les offres
	Rapport définitif d'analyse des offres	[5 jours]	Date de réponse aux questions
	Procéder à la mise au point du ou des dossiers de marché	[5 jours]	Date de la décision d'attribution des marchés
VISA	Viser ou faire part de ses observations sur les plans, notes de calculs, études de détail et autres documents établis par les soins et à la diligence de l'entrepreneur.	[5 jours]	Date de la réception de chaque plan, note de calculs, étude de détail et autre document réalisé par l'entrepreneur
SYTH	Réaliser la synthèse des études	[10 jours]	Date fixée par le calendrier détaillé d'exécution des travaux
DET	Etablir et diffuser les comptes rendus de réunion	2 jours	Date de la réunion
	Procéder aux constatations	5 jours	Date de la demande de l'entrepreneur
	Notifier par ordre de services les décisions du représentant du pouvoir adjudicateur	2 jours	Date de réception de la décision du représentant du pouvoir adjudicateur
	Instruire les mémoires de réclamation	15 jours	Date de réception de la réclamation de l'entrepreneur
DET	Vérifier les projets de décomptes mensuels des marchés de travaux, établir les états d'acompte correspondants et les transmettre au représentant du pouvoir adjudicateur.	7 jours	Date de réception du projet de décompte mensuel
	Vérifier les projets de décomptes finaux des marchés de travaux, établir les décomptes généraux et soldes et les transmettre au représentant du pouvoir adjudicateur.	10 jours	Date de réception du projet de décompte final
	Procéder aux Opérations Préalables à la Réception (O.P.R.).	10 jours	Date de réception par le maître d'œuvre, de l'avis de l'entrepreneur titulaire du lot désigné au CCAP des marchés de travaux ou date prévisible d'achèvement des

AOR			travaux
	Proposer la réception au représentant du pouvoir adjudicateur et notifier la proposition de réception à l'entrepreneur.	5 jours	Date du Procès-Verbal des OPR
	Remettre le Dossier des Ouvrages Exécutés (D.O.E.) au représentant du pouvoir adjudicateur.	1 mois	Après réception par le maître d'œuvre de tous les documents dus par les entrepreneurs
	Procéder à l'examen des désordres signalés pendant la Garantie de Parfait Achèvement (G.P.A.).	5 jours	Date de saisine par le représentant du pouvoir adjudicateur
	Etablir le procès-verbal de levée des réserves.	5 jours	Date de réception de l'avis de l'entrepreneur ayant levé les réserves
DOE	Transmission du DOE	[4 semaines]	Réception des PV de réception
Mission complémentaire BIM	Transmission de protocole BIM AVP	[2 semaines]	Date de démarrage de la mission AVP
	Transmission de la maquette numérique AVP	[2 semaines]	Date de démarrage de la mission AVP
	Mise à jour du protocole phase PRO/DCE et mise à jour de la MN	[1 semaine]	Date de rendu du PRO
	VISA des procédures BIM	[1 semaine]	Date de réception des documents par chaque lot
	VISA de chaque maquette	[1 semaine]	Date de réception des maquettes
	Compilation des maquettes finales DOE	[4 semaines]	Réception des PV de réception
Mission complémentaire HQE	Transmission du rapport HQE AVP	[3 semaines]	Date de démarrage de la mission AVP
	Transmission du rapport HQE PRO	[6 semaines]	Date de rendu du PRO
	Suivi de chantier	1 fois par 3 mois phase GO 1 fois par 3 mois après phase GO Rapport sous 1 semaine	Date de démarrage chantier Date de démarrage de l'intervention de menuisier extérieur Date de réception des documents par chaque lot
Mission complémentaire CSSI	Transmission de la notice de sécurité	[3 semaines]	Date de démarrage de la mission AVP
	Transmission du dossier d'identité SSI	[6 semaines]	Date de démarrage de la mission PRO
	Examen des documents SSI	[1 semaine]	Date de réception des documents par chaque lot

	PV de réception technique SSI	[1 semaine]	Date de démarrage des OPR
	Recollement du dossier d'identité SSI	[2 semaines]	Date de réception
Mission complémentaire mobilier	Suivant missions AVP/PRO/DCE/ACT/DET	Identique missions de base	
Mission complémentaire Signalétique	Suivant missions AVP/PRO/DCE/ACT/DET	Identique missions de base	
Mission complémentaire Eclairagiste bâtiment public	Suivant missions AVP/PRO/DCE/ACT/DET	Identique missions de base	
Mission complémentaire ESSP	Suivant missions AVP/PRO/DCE/ACT/DET	Identique missions de base	
Mission EXE1 ou 2	Suivant mission Synth/VISA	Identique missions de base	

Tout autre délai pourra être précisé par ordre de service.

X.1.2 Réception des documents et achèvement de la mission

La réception des prestations prévues au présent marché se fera conformément aux dispositions des articles 20 et 21 du C.C.A.G.-MOE.

Par dérogation à l'article 20.3.2, du CCAG-MOE, le maître d'œuvre est dispensé d'aviser par écrit le responsable du pouvoir adjudicateur de la date à laquelle les documents d'études lui seront présentés. Par dérogation à l'article 20.5 du CCAG-MOE, le titulaire ne sera pas présent lors des opérations de vérification.

X.1.2.1 Modalités de fourniture des documents d'études et d'exécution

Les documents à fournir par le maître d'œuvre, qu'il s'agisse de pièces écrites ou de plans, sont remis par celui-ci au maître d'ouvrage pour vérification et réception sous forme de tirages papier pliés au format A4, A3 ou A0 selon les besoins. Le tableau ci-dessous précise le nombre de tirages à fournir :

Eléments de mission	Document	Nombre d'exemplaires (*)
Phase APS	Avant-Projet Sommaire	3
Phase APD	Avant-Projet	3
Phase AVP	Dossier(s) d'autorisation(s) administrative(s)	3 + nombre d'ex. demandé par les services instructeurs
Phase PRO/ DCE /EXE1	Projet / DCE /EXE1	3
Phase VISA	Visa- Etudes de synthèse	3
Mission complémentaire EXE2	Plans d'exécutions	3
Phase AOR	Dossiers des ouvrages exécutés (DOE)	3
Concertation et communication	Selon commande	

(*) dont un exemplaire reproductible sera obligatoirement remis

Tous les documents doivent être relus et validés par le mandataire avant transmission par ce dernier au MOA, un processus de suivi/relecture/validation devra être clairement identifiable sur tous les documents.

Une version informatique de chaque dossier est fournie au maître d'ouvrage. Les plans sont fournis sous format propriétaire (Autocad et/ou Revit) les pièces écrites en Word et Excel.

Les maquettes seront transmises en format natif (selon le logiciel utilisé) et au format IFC. Les maquettes seront

géoréférencées.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de reproduction des documents remis, dans le cadre de l'opération envisagée.

En cas de remise de documents jugés incomplets par le maître d'ouvrage, le titulaire doit fournir un nouveau dossier complet dans le même nombre d'exemplaires que celui exigé initialement.

X.1.2.2 Délais d'approbation des études

En application de l'article 20.2, dernier alinéa du CCAG-MOE, la décision du maître d'ouvrage de réception, d'ajournement, de réception avec réfaction, ou de rejet des documents d'études ci-dessus, doit intervenir avant l'expiration d'un délai de 1 mois maximum, étant entendu que le maître d'œuvre s'engage à soumettre les documents au maître d'ouvrage dans leurs versions provisoires au fur et à mesure de leur élaboration. Ce délai court à compter de la date de l'accusé de réception par le maître d'ouvrage des documents d'étude à réceptionner.

Si cette décision n'est pas notifiée au titulaire dans le délai ci-dessus, le titulaire peut être notifié par courrier au MOA qu'il considère la prestation comme reçue, et approuvée. Sans réponse de la MOA sous 15 jours, la prestation sera reçue et approuvée avec effet à compter de l'expiration du délai, conformément à l'article 21 du CCAG-MOE, à l'exception de l'APD qui ne peut être validé, par dérogation à l'article 21 du CCAG-MOE, qu'après fixation du coût prévisionnel et du forfait définitif de rémunération par avenant. Une réception avec réserves de l'APD peut être notifiée au titulaire pour anticiper le lancement des études PRO avant notification de l'avenant APD. L'avenant devra intervenir dans un délai d'un mois, sous peine de rejet de l'APD.

Les prestations prévues au titre de la présente mission pourront également donner lieu (en complément aux dispositions de l'article 21 du C.C.A.G.-MOE) à une réception avec réserve.

Lorsque le représentant du pouvoir adjudicateur juge que les prestations, sans satisfaire complètement les exigences du marché, n'appellent que des réserves qui permettent cependant l'utilisation des résultats au cours de l'élément de mission suivant, il notifie au titulaire une décision de réception avec réserves. La liste des réserves dont est assortie la décision est réputée exhaustive.

Le titulaire dispose de deux semaines pour présenter ses observations ; passé ce délai, il est réputé avoir accepté la décision du représentant du pouvoir adjudicateur et s'être engagé à apporter les réponses appropriées aux réserves annexées à la décision de réception au stade de l'élément suivant. A défaut d'avoir pris en compte les réserves mentionnées ci-dessus, la décision de réception peut être transformée en décision de réception avec réfaction ou être annulée.

Si le titulaire formule des observations, le représentant du pouvoir adjudicateur dispose ensuite de quinze jours pour notifier une nouvelle décision ; à défaut d'une telle notification, le représentant du pouvoir adjudicateur est réputé avoir rejeté les observations du titulaire.

X.2 Délais - constatation de l'exécution des prestations pour la phase «travaux»

X.2.1 Délais de livraison des ouvrages

Le titulaire est contractuellement engagé à proposer la réception des ouvrages dans le délai ou à la date prévue dans les marchés de travaux.

X.2.2 Vérification de la conformité du projet d'exécution

Au cours de la phase travaux, le maître d'œuvre doit procéder à l'examen de la conformité au projet des études d'exécution et de synthèses faites par l'entrepreneur ainsi qu'à leur visa.

X.2.2.1 Délais de vérification

Le délai d'examen de la conformité au projet des études d'exécution faites par les entreprises et leur visa est fixé à 10 jours après remise des documents par les entreprises au maître d'œuvre.

X.2.3 Vérification des projets de décompte mensuel des entrepreneurs

Au cours des travaux, le maître d'œuvre doit procéder à la vérification des projets de décompte mensuel établis par l'entrepreneur conformément à l'article 13.1.1 du CCAG applicable aux marchés de travaux.

X.2.3.1 Délai de vérification

Le délai de vérification et de remise au maître d'ouvrage ou à son représentant par le maître d'œuvre du projet de décompte mensuel de l'entrepreneur est fixé à dix jours à compter de la date de réception par le maître d'œuvre.

X.2.4 Vérification du projet de décompte final de l'entrepreneur et établissement du

décompte général

A l'issue des travaux, le maître d'œuvre vérifie chaque projet de décompte final établi par le titulaire ou le mandataire de chacun des marchés de travaux, conformément à l'article 13.3.1 du CCAG travaux et qui lui a été transmis par chaque entrepreneur par lettre recommandée avec avis de réception postal ou remis contre récépissé ou déposé sur le système d'échanges d'information.

Après vérification, le projet de décompte final devient le décompte final. A partir de celui-ci, le maître d'œuvre établit, pour chacun des marchés de travaux concourant à la réalisation de l'ouvrage concerné et dans les conditions définies à l'article 13.4.1 du CCAG Travaux, le décompte général.

X.2.4.1 Délai de vérification

La limite du délai imparti au maître d'œuvre pour transmettre les décomptes généraux au maître d'ouvrage ou à son représentant est fixée à 15 jours après l'accusé de réception par le maître d'œuvre du projet de décompte final.

X.2.4.2 Défaillance éventuelle du maître d'œuvre dans l'établissement des décomptes

Si le maître d'œuvre n'a pas transmis au maître d'ouvrage les projets de décompte mentionnés ci-dessus dans les délais prescrits, le maître d'ouvrage le met en demeure de le faire, dans un délai qu'il fixe. A l'expiration de ce délai, le maître d'ouvrage peut faire vérifier les projets de décomptes, aux frais et risques du maître d'œuvre défaillant indépendamment des pénalités définies dans le présent CCAP.

X.2.5 Ordres de service

Le maître d'œuvre est chargé d'émettre tous les ordres de service à destination des entrepreneurs, dans les conditions précisées à l'XV ci-après. Les ordres de service faisant suite à une décision du maître d'ouvrage doivent être notifiés à l'entrepreneur concerné dans le délai de 7 jours (2 jours en cas d'urgence).

Les ordres de service pouvant avoir une incidence financière ou sur les délais, tels que prévus à l'XII.7V.2 du présent CCAP, devront être précédés de l'émission d'une fiche technique de proposition de modification (FTM). Cette FTM indiquera une évaluation des incidences financières et calendaires des dispositions proposées. Après validation écrite du maître d'ouvrage, elle peut donner lieu à une demande de devis par l'entrepreneur (FTM provisoire) ou à l'émission d'un ordre de service exécutoire.

X.2.6 Procès-verbaux des opérations préalables à la réception

Les opérations préalables à la réception ont lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux, après que l'entreprise titulaire ou le mandataire ait avisé la personne publique et le maître d'œuvre de cet achèvement.

Le maître d'œuvre dispose de huit jours calendaires à compter de la date des opérations préalables à la réception, pour signaler aux entrepreneurs s'il a proposé ou non au maître d'ouvrage la réception de l'ouvrage et pour transmettre l'intégralité de ses propositions à la personne représentant le pouvoir adjudicateur.

Les mêmes clauses s'appliquent aux procès-verbaux relatifs aux prestations ou épreuves dont l'exécution a fait l'objet de réserves lors de la réception, et aux propositions complémentaires correspondants du maître d'œuvre à la personne représentant le pouvoir adjudicateur.

X.2.7 Dossier des ouvrages exécutés

Pour chaque lot du marché de travaux, le dossier des ouvrages exécutés devra être fourni, dûment visé par le maître d'œuvre, à la personne représentant le pouvoir adjudicateur, au plus tard 4 semaines après la réception du Procès-Verbal de réception.

Le DOE sera également remis sous la forme d'une maquette numérique, conformément aux conditions précisées dans la convention BIM, qui sera établie au cours des études.

X.2.8 Instruction des mémoires de réclamation

X.2.8.1 Délais d'instruction

Le délai d'instruction des mémoires de réclamation est d'un mois à compter de la date de réception par le maître d'œuvre du mémoire de réclamation.

Article XI. Exécution de la mission de maîtrise d'œuvre jusqu'à la passation des marchés de travaux

XI.1 Coût prévisionnel des travaux

Le maître d'œuvre s'engage sur un coût prévisionnel définitif (CPD) sur la base des études d'avant-projet. Ce coût prévisionnel est établi en fonction de la décomposition prévisionnelle des lots du marché de travaux.

Si le coût prévisionnel de réalisation proposé par le maître d'œuvre au moment de la remise des prestations de cet élément est supérieur à l'enveloppe financière arrêtée par le maître d'ouvrage dans l'acte d'engagement, le maître d'ouvrage peut refuser de réceptionner les prestations et demander au maître d'œuvre, qui s'y engage, de reprendre gratuitement ses études pour aboutir à un projet compatible avec l'enveloppe financière citée ci-avant.

Le taux de tolérance sur le coût prévisionnel définitif fixé en phase APD par rapport à l'enveloppe prévisionnelle du maître d'ouvrage est égale à 3%.

Après réception de l'avant-projet par le maître d'ouvrage, un avenant fixe le montant du coût prévisionnel définitif des travaux que le maître d'œuvre s'engage à respecter sous réserve des sanctions prévues à l'XI.3 ci-après.

Le coût prévisionnel des travaux est le montant de toutes les prestations nécessaires pour mener à son terme la réalisation de l'ouvrage à l'exclusion notamment :

- De la rémunération du maître d'œuvre
- Des frais de contrôle technique
- Des frais de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé
- De tous les frais financiers

XI.2 Conditions économiques

Le coût prévisionnel des travaux est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois Mo, correspondant au mois de notification du marché.

XI.3 Tolérances sur coût de référence des travaux

Lorsque le maître d'ouvrage dispose des résultats de la mise en concurrence relative à la passation des marchés de travaux, le maître d'œuvre établit le coût des travaux tel qu'il résulte de la consultation (coût de référence des travaux).

Ce coût est obtenu en totalisant les montants de l'ensemble des offres pressenties pour chacun des lots consultés, l'offre pressentie pour chaque lot étant celle considérée par le maître d'ouvrage, tous critères confondus, comme la plus intéressante.

Le taux de tolérance entre le coût de référence des travaux et le coût prévisionnel définitif tel que défini à l'XI.IV.1, correction faite de l'évolution de l'indice BT01, est fixé à 3%.

Par ailleurs l'écart entre l'offre pressentie pour chacun des lots et l'estimation de la maîtrise d'œuvre en phase ADP ou en phase PRO si la MOA a validé un nouveau montant en phase PRO ne devra excéder 10%, correction faite de l'évolution de l'indice de référence BT retenu pour chaque lot.

En cas de dépassement de l'un des 2 seuils de tolérance décrit précédemment (soit 3% au total et 10% par lot), le maître d'ouvrage peut demander la reprise des études. Le maître d'œuvre a l'obligation de les reprendre sans que cela ouvre droit à une rémunération complémentaire, pour aboutir à un nouveau dossier de consultation des entreprises ou à une nouvelle base de négociation devant conduire à une offre respectant le seuil de tolérance.

Le maître d'œuvre fait des propositions dans ce sens au maître d'ouvrage dans un délai de quinze jours suivant la demande.

Sur la base de cette nouvelle étude et après acceptation par le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre doit établir un nouveau dossier de consultation des entreprises dans un délai de trente jours à compter de l'accusé de réception de cette acceptation afin de permettre au maître d'ouvrage de lancer une nouvelle procédure ou d'engager une nouvelle négociation. En cas de dépassement de ce délai, le titulaire encourt sans mise en demeure des pénalités dont le montant est fixée à l'article XV du présent CCAP.

Si les propositions du maître d'œuvre concernant le re-travail de son projet ne semblent pas satisfaisantes, le maître d'ouvrage peut décider d'attribuer un marché de travaux alors que le seuil de tolérance est dépassé s'il estime que les inconvénients sont pour lui supérieurs en cas de relance d'une consultation et/ou qu'il estime que les économies à obtenir ne pourraient être réalisées qu'au moyen d'une modification trop importante du projet. Dans cette hypothèse, il pourra appliquer une pénalité au maître d'œuvre dans les mêmes conditions qu'à l'Article XV.2 du présent CCAP.

Article XII. Exécution de la mission de maîtrise d'œuvre après passation des marchés de travaux

XII.1 Cout de réalisation des travaux

Le coût de réalisation des travaux est le coût qui résulte des contrats de travaux passés par le maître d'ouvrage pour la réalisation du projet. Il est égal à la somme des montants initiaux des marchés de travaux.

En cas de marchés de travaux passés à des dates différentes, ce coût sera ramené par le jeu de l'index BT01 à une même référence économique.

Un avenant pourra fixer le montant du coût de réalisation des travaux que le maître d'œuvre s'engage à respecter. Le maître d'œuvre est réputé avoir prévu, dans le document ayant servi de base à la consultation des entreprises, tous les travaux nécessaires à la réalisation du programme et du projet.

XII.2 Modifications de programme et contrôle des coûts

XII.2.1 Modification du programme

Si le maître d'ouvrage est amené à faire une extension ou une réduction du programme postérieurement à la validation de l'APD, et d'une façon générale à lui apporter des modifications ayant une incidence financière, il en sera tenu compte au niveau du coût prévisionnel qui pourra faire l'objet d'un avenant.

En outre, en cas de réduction du programme, le maître d'œuvre sera rémunéré pour la partie de la mission déjà effectuée concernant les ouvrages ou les parties d'ouvrages supprimés.

XII.2.2 Suivi financier

Le maître d'œuvre met en place une procédure de suivi financier continu. Son objectif est de permettre de saisir très rapidement les variations de coût éventuelles, de manière à engager en temps opportun les actions correctives qui se révéleraient nécessaires.

Le suivi financier consiste en la mise à jour à chaque phase pendant la durée des études, chaque mois en phase travaux, de la décomposition par lots du montant des travaux.

Le maître d'œuvre remet un modèle faisant apparaître la décomposition de l'estimation du montant des travaux par lots, la marge de tolérance de cette estimation sera répartie entre lots, en fonction des aléas attachés aux travaux correspondants.

Après accord du maître d'ouvrage, cet état sera tenu à jour, en sorte que notamment, la répartition de la marge affectée aux différents lots puisse être modifiée à mesure de l'avancement des études et des marchés de travaux, en particulier au moment de la remise du dossier de consultation des entreprises et à la notification des marchés de travaux.

De plus, cet état comporte en annexe les fiches mentionnant l'origine et le montant des modifications apportées au projet en distinguant pour chaque phase de l'opération conformément aux articles XII.2.3 et XII.2.4ci-après :

- Les prestations Tm sur modifications demandées par le maître d'ouvrage,
- Les prestations Ts introduites par le maître d'œuvre.

Le maître d'œuvre devra conduire ses études de manière à proposer des prestations supplémentaires éventuelles « techniques » telles qu'à tous les stades de l'opération, l'estimation ou le coût effectif des travaux puisse être ramené dans les limites acceptées par le maître d'ouvrage.

Si le maître d'ouvrage constate des dérives dans l'estimation que le maître d'œuvre est tenu de fournir, il peut exiger de celui-ci la reprise des études pour revenir dans les limites fixées. Les changements de prestations en résultant seront classés en Ts.

Pour parer, sans délai, aux difficultés susceptibles de résulter de la consultation des entreprises, le maître d'œuvre peut

préparer des variantes « économiques ». Ces variantes, sont soumises à l'accord du maître d'ouvrage et étudiées par le maître d'œuvre à ses frais, leurs études et réalisations doivent être sans incidences sur les délais d'exécution. Ces variantes économiques sont classées en Ts.

Lors de l'analyse des offres et en fonction des prix proposés, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de retenir certaines variantes.

XII.2.3 Modifications apportées au cours des études et des travaux à la demande du Maître d'Ouvrage (type TM)

Si au cours du marché, le maître d'ouvrage décide une modification du programme, ou en cas de sinistre apparu sur le chantier, les incidences financières éventuelles sur l'estimation prévisionnelle du coût des travaux et sur le forfait de rémunération du maître d'œuvre sont estimées par le maître d'œuvre et font l'objet d'une négociation avec le maître d'ouvrage s'ils interviennent après la validation de l'APD.

Les conséquences éventuelles des modifications d'un texte réglementaire applicable au projet sont assimilées aux modifications de programme.

Ces modifications peuvent faire l'objet d'honoraires supplémentaires, à l'exception :

Des modifications n'ayant pas d'impact sur le programme (simples aléas techniques)

Des modifications en moins-values

Des modifications suite à un sinistre dû à une erreur du titulaire

Des modifications suite à une erreur ou un oubli du titulaire

Les honoraires seront calculés sur la base du taux définitif de rémunération du marché en fonction des phases concernées.

XII.2.4 Modifications apportées à la demande du maître d'œuvre (type TS)

Le maître d'œuvre, pour satisfaire à la bonne exécution des ouvrages ou au respect des coûts, peut proposer, sans incidence financière ou sur les délais, des options de prestations référencées Ts. Les modifications de type Ts ne sont pas susceptibles de générer de rémunération supplémentaire.

Pendant la phase d'études, ces prestations modificatives ne peuvent avoir comme conséquence de modifier globalement les estimations initiales ou définitives sur lesquelles le maître d'œuvre s'est engagé.

Les modifications de type Ts apparaissant après la notification des marchés de travaux sont comptabilisées séparément après accord du maître d'ouvrage sur les ouvrages modifiés et sur l'évaluation proposée par le maître d'œuvre. Les montants correspondants ne sont pas susceptibles de modifier le forfait de rémunération.

Le maître d'œuvre est tenu d'informer le maître d'ouvrage de toutes les modifications de type Ts, y compris celles qui n'apportent pas de modifications de coût.

XII.2.5 Fiche technique de proposition de modification (FTM)

Les ordres de service pouvant avoir une incidence financière ou sur les délais, devront être précédés de l'émission d'une fiche technique de proposition de modification (FTM). Cette FTM indiquera une évaluation des incidences financières et calendaires des dispositions proposées (Ts ou Tm). Après validation écrite du maître d'ouvrage, elle peut donner lieu à une demande de devis par l'entrepreneur (FTM provisoire) ou à l'émission d'un ordre de service exécutoire.

Le maître d'œuvre remettra au maître d'ouvrage un projet de modèles de FTM et d'ordre de service à la remise du DCE. Les FTM feront l'objet d'avenants, au maximum tous les 6 mois, rédigés par la maîtrise d'œuvre et validée par le maître d'ouvrage.

XII.3 Taux de tolérance sur le coût de réalisation des travaux

Le coût de réalisation est assorti d'un taux de tolérance. Ce taux de tolérance est globalement de 3% (hors Tm). Ce taux de tolérance sera constaté séparément pour chaque marché de travaux en tenant compte de l'indice BT correspondant au marché considéré.

XII.4 Seuil de tolérance sur le coût de réalisation des travaux

Le seuil de tolérance est égal au coût de réalisation des travaux majoré du produit de ce coût par le taux de tolérance indiqué à l'article XII.3.

XII.5 Coût constaté des travaux

Le coût constaté déterminé par le maître d'ouvrage après l'achèvement de l'ouvrage est le montant, en prix de base, des travaux réellement exécutés dans le cadre des contrats, marchés ou avenants intervenus pour la réalisation de l'ouvrage et hors révisions de prix.

En cas de marchés de travaux passés à des dates différentes, ce coût sera ramené par le jeu de l'index BT à une même

référence économique.

XII.6 Mesures conservatoires

Si en cours d'exécution des travaux, le coût de réalisation des ouvrages augmenté du coût de travaux non prévus (hors travaux modificatifs Tm) dépasse le seuil de tolérance défini au paragraphe XV.4 ci-avant, des retenues intermédiaires peuvent être appliquées à la diligence du maître d'ouvrage par fractions réparties sur les décomptes correspondant à l'élément de mission direction des travaux.

XII.7 Ordres de services

Dans le cadre de l'élément de mission « Direction de l'exécution des contrats de travaux », le maître d'œuvre est chargé d'émettre tous les ordres de service à destination des entrepreneurs.

Ces ordres de service doivent être écrits, signés, datés et numérotés par le maître d'œuvre et adressés par celui-ci, en trois exemplaires, à l'entrepreneur, lequel lui en retournera deux après les avoir signés et complétés par la date de réception.

Un des deux exemplaires retournés par les entrepreneurs est adressé au maître d'ouvrage. Toutefois les ordres de service ayant trait :

- A la modification du programme initial, entraînant la modification du ou des marchés de travaux,
- A la notification de la date de commencement des travaux,
- A la modification des délais d'exécution,
- Au passage à exécution d'une tranche optionnelle,
- A la notification de prix nouveaux aux entrepreneurs pour des ouvrages ou travaux non prévus,
- De façon générale ayant une incidence financière,
- Ne peuvent être émis par le maître d'œuvre qu'après décision écrite du maître d'ouvrage ou visa de celui-ci (courrier ou courriel avec accusé de réception).

XII.8 Suivi de l'exécution des études et des travaux

XII.8.1 Suivi de l'exécution des études de conception

Pendant la réalisation des études de conception, des réunions sont organisées afin d'examiner l'avancement des études et de permettre au maître d'ouvrage d'émettre un avis sur les différents documents établis par la maîtrise d'œuvre.

Le maître d'œuvre assurera la préparation et l'organisation de ces réunions et établira les projets de compte-rendu correspondants dans un délai de 72h (jours ouvrés).

Important : le délai de démarrage de la mission est rapide et la durée de chaque phase est courte.

Cela nécessite en conséquence une disponibilité immédiate du titulaire et une forte réactivité afin de prendre connaissance du projet, de s'approprier les attentes de la maîtrise d'ouvrage et de produire les éléments demandés dans un délai court.

XII.8.2 Suivi de l'exécution des travaux

Pendant la période de préparation des chantiers et de l'exécution des travaux, le maître d'œuvre doit également participer aux réunions des cellules de synthèses mises en place par les entreprises.

La direction de l'exécution des contrats de travaux incombe au maître d'œuvre qui est l'unique responsable du contrôle de l'exécution des ouvrages et qui est l'unique interlocuteur des entreprises. Il est tenu de faire respecter par l'entreprise l'ensemble des stipulations du marché de travaux et ne peut y apporter aucune modification.

XII.8.3 Présence du maître d'œuvre sur le chantier

En cas d'absence du maître d'œuvre, soit à une réunion hebdomadaire, soit aux visites inopinées auxquelles il aura été convoqué à l'initiative du maître d'ouvrage ou de son représentant, le maître d'œuvre pourra subir, une pénalité prévue au présent CCAP.

Les représentants du maître d'œuvre doivent être habilités à prendre sur le champ les décisions nécessaires. La présence à toute réunion, de représentants du maître d'œuvre ne disposant pas de cette habilitation est assimilée à une absence et pénalisée en conséquence.

XII.8.4 Rendez-vous de chantier

Au-delà des réunions de chantier organisées entre le maître d'œuvre et les entreprises dans le cadre de la mission DET, un rendez-vous de chantier bimensuel sera organisé entre le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre.

Ce rendez-vous a pour objet :

La vérification de l'avancement des programmes de travaux découlant du calendrier d'exécution contractuel

L'examen des problèmes imprévus rencontrés en cours d'exécution des travaux, qu'il s'agisse de problèmes techniques, administratifs ou autres, étant précisé que si ces problèmes nécessitent des discussions ou des études prolongées avec des tiers (entreprises etc.), ils feront l'objet de réunions spéciales ultérieures dont la date est fixée à l'occasion du rendez-vous.

Un compte-rendu est établi par le maître d'œuvre. Il est diffusé par le maître d'œuvre à tous les intervenant, sous 48h ouvrées après chaque rendez-vous.

XII.8.5 Opérations préalables à la réception

Elles seront faites en présence du représentant du pouvoir adjudicateur, lequel fera ses observations éventuelles au maître d'œuvre. Ce dernier devra alors faire procéder aux travaux nécessaires par les entrepreneurs dans les délais qui leur seront indiqués par le représentant du pouvoir adjudicateur.

La durée des opérations préalables à la réception sera précisée dans chaque marché de travaux. A défaut, elle sera de dix jours.

Les opérations préalables à la réception comprendront :

- Les visites de pointage d'achèvement de toutes les parties de l'ouvrage
- Ces visites seront effectuées en présence des participants à la visite de chantier hebdomadaire.
- Les essais de réception de certaines installations techniques
- Le programme de ces essais aura été établi par le maître d'œuvre et sera complété éventuellement par le contrôleur technique et par le maître d'ouvrage ou son représentant.

Article XIII. Achèvement de la mission

La mission du maître d'œuvre s'achève à l'expiration du délai de « garantie de parfait achèvement » des travaux prévu par l'article 44-1 du C.C.A.G. Travaux ou après prolongation de ce délai, si les réserves signalées lors de la réception ne sont pas toutes levées à la fin de cette période et ce, à condition qu'aient été instruits, par le maître d'œuvre, les éventuels mémoires en réclamation des entreprises.

Dans cette hypothèse, l'achèvement de la mission intervient lors de la levée de la dernière réserve, si la condition énoncée ci-dessus est remplie.

L'achèvement de la mission fait l'objet d'une décision de réception établie par le maître d'ouvrage dans les conditions de l'article 21 du C.C.A.G-MOE et constatant qu'il a rempli toutes ses obligations.

Chapitre VII. Régime des pénalités

L'Université de Lyon peut, pour les pénalités décrites dans les paragraphes suivants, appliquer ces dernières sur simple constat d'un manquement.

Les pénalités dues à l'Université de Lyon au titre du présent article seront réclamées au titulaire soit en cours d'exécution par imputation sur le montant de la demande de paiement suivant la constatation du fait ayant engendré l'application de la pénalité, soit à la fin du contrat lors du règlement définitif. Elles constitueront alors un élément du décompte général du marché.

Les pénalités ne sont pas assujetties à la TVA.

Dans le présent document, les retards sont calculés en jours calendaires. Les samedis, les dimanches et les jours fériés ou chômés ne sont ainsi pas déduits pour le calcul des pénalités.

Sauf dispositions contraires spécifiquement établies dans les articles ci-après, le titulaire ne saurait être exonéré des pénalités dues. Sauf dispositions contraires spécifiquement établies dans les articles ci-après, le montant des pénalités dues n'est pas plafonné. Les différents régimes de pénalités sont cumulables.

Dans le cas d'un groupement d'opérateurs économiques titulaire, pour lesquels le paiement est effectué sur des comptes séparés, les pénalités sont réparties entre les membres du groupement conformément aux indications données par le mandataire. Dans l'attente de ces indications, les pénalités sont retenues en totalité sur les sommes dues au mandataire, sans que cette opération engage la responsabilité de l'Université de Lyon à l'égard des autres membres du groupement.

En cas de résiliation, les pénalités sont appliquées jusqu'au jour inclus de la date de prise d'effet de la décision de résiliation ou jusqu'au jour d'arrêt de l'exploitation du maître d'œuvre, si la résiliation résulte d'un des cas prévus à l'article 28 du CCAG-MOE.

Article XIV. Régime des pénalités propre à l'accord-cadre

XIV.1 Pénalité pour absence de réponse à une lettre de consultation

A l'exception du cas de non-réponse exposé à l'article I.6.2 du présent CCAP ou de retard justifié, et répondant aux conditions fixées par ledit article, l'absence de dépôt d'une offre par le titulaire suite à la lettre de consultation relative à un marché subséquent entraînera l'application automatique, sans mise en demeure préalable, d'une pénalité d'indisponibilité forfaitaire de 500 euros.

Il en sera de même lorsque, en cas de groupement d'opérateurs économiques titulaire de l'accord-cadre, l'un des co-traitants ne se joint pas à l'offre telle que constituée par les autres membres de son groupement.

XIV.2 Pénalité pour non-respect des dispositions propre au RGPD

Pour chaque manquement du titulaire à ses obligations au titre du Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD) évoqué à l'article I.3 du présent CCAP, le maître d'ouvrage exigera, après mise en demeure du titulaire restée infructueuse dans le délai fixé par ladite mise en demeure, le versement d'une pénalité forfaitaire par manquement de 1000€.

XIV.3 Pénalité pour non-respect des obligations de confidentialité

En cas de violation des obligations de confidentialité prévues à l'article I.4 du présent CCAP, le Titulaire sera redevable, sans mise en demeure préalable, d'une pénalité non libératoire de 1000 euros pour chaque violation constatée.

XIV.4 Pénalité relative à lutte contre le travail dissimulé

En cas de manquement aux obligations fixées à l'article I.5.1 du présent CCAP, le titulaire se verra appliquer de plein droit, après mise en demeure restée infructueuse dans le délai fixé par ladite mise en demeure, une pénalité forfaitaire de 300 € par manquement constaté, dans les limites suivantes :

- Le montant total des pénalités régies par le présent article est égal, au plus, à 10 % du montant hors taxe du marché ;
- le montant des pénalités ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-

XIV.5 Autres pénalités

Pour chaque manquement du titulaire à ses obligations au titre de l'accord-cadre, le maître d'ouvrage exigera, après mise en demeure du titulaire restée infructueuse dans le délai fixé par ladite mise en demeure, le versement d'une pénalité forfaitaire par manquement de 250€.

Article XV. Régime des pénalités propres aux marchés subséquents

XV.1 Pénalité pour retard dans l'exécution des prestations des marchés subséquents

Conformément aux dispositions de l'article 16.2.1 du CCAG-MOE, le titulaire est exonéré des pénalités de retard prévues au présent article dont le montant total ne dépasse pas 1 000 euros pour l'ensemble du marché subséquent concerné.

Conformément aux dispositions à l'article 16.2.2 du CCAG-MOE, le montant total des pénalités de retard prévues au présent article, appliquées au titulaire pendant la durée du marché subséquent concerné, ne peut excéder 10% du montant hors taxes de l'ensemble du marché subséquent.

Les pénalités de retard décrites dans le présent article seront dues sur simple constat du maître d'ouvrage ou de la maîtrise d'œuvre.

Toutefois, dès lors que le retard a été constaté et qu'il est envisagé d'appliquer ladite pénalités, le titulaire sera invité, par écrit à présenter ses observations dans un délai qui ne peut être inférieur à quinze jours. Le maître d'ouvrage précisera le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations. A défaut de réponse du titulaire, le maître d'ouvrage applique les pénalités de retard.

Si le maître d'ouvrage considère que les observations formulées par le titulaire ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci, les pénalités pour retard s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Ce dispositif de contradictoire constitue une formalité additionnelle qui ne saurait s'assimiler au régime de la mise en demeure, ce dernier n'ayant pas cours dans le cadre des pénalités de retard évoqué dans les chapitres ci-après.

XV.1.1 Pénalité pour retard dans la production de document en phase « étude »

En cas de retard dans l'achèvement des documents de la phase « études », dont les modalités de production sont fixées à l'article X.1 du présent CCAP, le maître d'œuvre subira, sans mise en demeure préalable, une pénalité par jour calendaire de retard fixée à 250€.

XV.1.2 Pénalité pour retard dans la date de réception des ouvrages (phase « travaux »)

Une pénalité de 250 euros par jour de calendrier de retard sera appliquée, sans mise en demeure préalable, en cas de non-respect des dispositions de l'article X.2 du présent CCAP.

La pénalité sera calculée sur la base du retard constaté par rapport aux dispositions du dernier calendrier d'exécution des travaux, validé conjointement par le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage.

Les pénalités ne s'appliquent pas en cas de retard non imputable au titulaire, conformément aux dispositions de l'article 15.3 du CCAG-MOE, à savoir dans les cas suivants :

- Intempéries (dans les mêmes dispositions que celles qui seront portées aux marchés de travaux sur le sujet),
- Retards dus à des décisions ou avis extérieurs (hors organismes de contrôle des études de la MOE),
- Défaillances d'entreprises,
- Cas de force majeure (cf. articleArticle XVII du présent CCAP).

XV.1.3 Pénalité pour retard dans la vérification de la conformité du projet d'exécution

En cas de non-respect du délai fixé à l'article X.2.2, le maître d'œuvre subira, sans mise en demeure préalable, une pénalité dont le montant HT par jour calendaire de retard est fixé à 250€.

XV.1.4 Pénalités pour retard dans la vérification des projets de décomptes mensuel

En cas de non-respect du délai fixé à l'article X.2.3 du présent CCAP, le maître d'œuvre encourra, sans mise en demeure préalable, une pénalité dont le taux par jour de retard, est fixé à 1/500 du montant de l'acompte des travaux correspondant en prix de base hors TVA.

Si ce délai expire un jour férié, son échéance est reportée au premier jour ouvrable.

XV.1.5 Pénalités pour retard dans la vérification du projet de décompte final de l'entrepreneur et établissement du décompte général

En cas de non-respect du délai fixé à l'article X.2.4 du présent CCAP, le maître d'œuvre encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité dont le taux par jour de retard, est fixé à 1/500e du montant du décompte général.

Si ce délai expire un jour férié, son échéance est reportée au premier jour ouvrable.

XV.1.6 Pénalité pour non-émission ou émission tardive des ordres de service

Dans le cadre des dispositions de l'article X.2.5 du présent CCAP, la carence constatée du maître d'œuvre dans la délivrance des ordres de services l'expose, sans mise en demeure préalable, à l'application d'une pénalité dont le montant par jour de retard – compris entre la date où l'ordre de service aurait dû être délivré et celle où il l'a réellement été –, est fixé à 250€.

XV.1.7 Pénalité pour retard dans la production des procès-verbaux mentionné à l'article X.6 du présent CCAP

En cas de dépassement des délais mentionnés à l'article X.6 du présent CCAP, le maître d'œuvre subira, sans mise en demeure, l'application de pénalités dont le montant, par jour calendaire de retard, est fixé à 250€.

XV.1.8 Pénalité pour retard de visa du Dossier des ouvrages exécutés

En cas de retard sur le délai exposé à l'article X.2.7 du présent CCAP, le maître d'œuvre subira, sans mise en demeure préalable, une pénalité dont le montant par jour calendaire de retard est fixé à 250€.

XV.1.9 Pénalités pour retard dans l'instruction des mémoires en réclamation

En cas de retard sur le délai établi à l'article X.2.8 du présent CCAP, le maître d'œuvre subira, sans mise en demeure préalable, une pénalité dont le montant par jour calendaire de retard est fixé à 250€.

XV.1.10 Pénalité pour retard dans la fourniture du DCE

En cas de dépassement du délai mentionné à l'article XI.3 du présent CCAP, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité dont le montant par jour de retard est fixé à 250€.

XV.2 Pénalité pour dépassement du seuil de tolérance

A l'issue de l'ensemble des travaux, si le coût constaté des travaux est supérieur au seuil de tolérance défini au paragraphe XII.4 ci-avant, le maître d'œuvre pourra supporter une pénalité égale à la différence entre le coût constaté et le seuil de tolérance multipliée par le taux défini ci-après.

Ce taux est égal au taux de rémunération fixé à l'article 3 de l'acte d'engagement du marché subséquent de maîtrise d'œuvre, éventuellement modifié à l'issue des études d'AVP, multiplié par 2.

Cependant, le montant de cette pénalité ne pourra excéder 20% du montant de la rémunération des éléments à facturer postérieurs à l'attribution des marchés de travaux (VISA, SYN, EXE1/2, DET, CSSI, BIM, HQE et AOR).

XV.3 Pénalité pour absence du maître d'œuvre à une réunion ou visite

En cas d'absence du maître d'œuvre qui n'aurait pas été dûment justifiée et approuvée par le maître d'ouvrage, soit à une réunion hebdomadaire, soit aux visites inopinées auxquelles il aura été convoqué à l'initiative du maître d'ouvrage ou de son représentant, le maître d'œuvre subira, sans mise en demeure préalable, une pénalité dont le montant forfaitaire sera égal à 300 euros par absence constatée.

XV.4 Autres pénalités

Pour chaque manquement du titulaire à ses obligations au titre du marché autre que le non-respect d'un délai d'exécution (sous réserve des dispositions relatives aux pénalités ci-avant mentionnées), le maître d'ouvrage peut exiger, après mise en demeure du titulaire restée infructueuse dans le délai fixé par ladite mise en demeure, le versement d'une pénalité forfaitaire par manquement de 250€.

Chapitre VIII. Dispositions diverses applicables à l'accord-cadre et aux différents marchés subséquents

Article XVI. Résiliation de l'accord-cadre ou d'un marché subséquent

Il sera fait, le cas échéant, application des articles 27 à 31 du C.C.A.G.-MOE, avec les précisions suivantes :

XVI.1 Résiliation pour motif d'intérêt général

Par dérogation à l'article 31 du C.C.A.G.-MOE, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial hors taxes du marché, diminué du montant initial hors taxes non révisé des prestations reçues, un pourcentage fixé à 2 %.

XVI.2 Résiliation en cours d'exécution d'une phase technique

Il pourra être fait application de l'article 31 du C.C.A.G.-MOE, dès lors que cette résiliation intervient en cours de résiliation d'une phase technique, telle que définie au C.C.A.P. ou aux documents particuliers propres au marché subséquent concerné.

XVI.3 Arrêt de l'exécution des prestations à l'issue d'une phase technique

Si la personne publique décide l'arrêt des prestations, les phases techniques déjà réalisées et acceptées par l'acheteur public seront rémunérées sur la base des montants portés aux pièces contractuelles du marché subséquent concerné, déduction faite de l'ensemble des sommes déjà versées au titulaire, et à l'exclusion de toute autre rémunération.

Dans tous les cas, la décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité.

XVI.4 Résiliation aux torts du titulaire

En cas de résiliation pour faute, il sera fait application de l'article 30 du CCAG-MOE avec les précisions suivantes :

- Le maître d'ouvrage pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché aux frais et risques du titulaire dans les conditions définies à l'article 34 du CCAG-MOE. La décision de résiliation le mentionnera expressément.
- Le titulaire n'a droit à aucune indemnisation.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier l'accord-cadre, sans indemnité ni mise en demeure préalable, dans le cas où le titulaire n'aurait pas justifié par écrit, pour la seconde fois, de son impossibilité de remettre une offre dans le cadre de l'attribution des marchés subséquents.

Article XVII. Force majeure

Les parties n'encourent aucune responsabilité ou pénalité pour ne pas avoir exécuté, ou avoir exécuté avec retard, une de leurs obligations au titre du marché suite à la survenance d'un événement de force majeure, entendu comme tout événement qui leur est extérieur, qui est imprévisible et irrésistible et qui les empêche d'exécuter en tout ou partie une de leurs obligations au titre du marché.

Si la partie qui invoque la survenance d'un événement de force majeure a, par action ou par omission, aggravé les conséquences d'un événement présentant les caractéristiques de la force majeure, elle n'est fondée à invoquer la force majeure que dans la mesure des effets que l'événement aurait provoqués si cette action ou omission n'avait pas eu lieu.

Lorsque l'une des parties invoque la survenance d'un événement de force majeure, elle le notifie à l'autre partie par lettre recommandée avec avis de réception, dans les plus brefs délais, et au maximum dans les 15 (quinze) jours suivant la survenance de l'événement. La notification précise les faits invoqués au soutien de sa demande, notamment la nature de l'événement, et les conséquences de cet événement sur l'exécution du marché ainsi que les mesures prises pour en atténuer les effets. Dans une telle hypothèse, les parties conviennent de se rencontrer au plus vite pour envisager toute mesure à prendre en vue d'assurer la continuité du service et d'éviter, autant que faire se peut, la rupture de leurs liens contractuels.

Si, toutefois, l'événement de force majeure ou les perturbations dans l'exécution du marché duraient plus de trois (3) mois, l'Université de Lyon pourrait prononcer la résiliation du marché dans les conditions prévues au chapitre 6 du CCAG-MOE.

Article XVIII. **Clauses diverses**

XVIII.1 Conduite de prestations dans un groupement

La bonne exécution des prestations dépendant essentiellement des cotraitants, désignés comme tels dans l'acte d'engagement de l'accord-cadre et constituant le groupement titulaire du marché, les stipulations de l'article 12 du CCAG-MOE sont applicables.

En conséquence, les articles du CCAG-MOE traitant de la résiliation aux torts du titulaire (article 30) et les autres cas de résiliation (article 27 à 31) peuvent s'appliquer dès lors qu'un seul des cotraitants du groupement se trouve dans une des situations prévues à ces articles.

XVIII.2 Saisie-arrêt

Le comptable assignataire de l'accord-cadre auprès duquel serait pratiqué la saisie-arrêt retiendra sur les prochains mandats de paiement émis au titre du marché l'intégralité de la somme pour sureté de laquelle cette saisie-arrêt a été faite.

Article XIX. **Assurances**

Tous les intervenants (architectes, bureaux d'études techniques, maîtres d'œuvre...) assument les risques et responsabilité découlant des lois, règlements et normes en vigueur. A ce titre, ils répondent notamment des garanties, responsabilités et risques mis à leur charge :

- Par les articles 1792, 1792-2, 1792-3 du Code Civil (Loi 78.12 du 4 janvier 1978),
- Par les articles 1382 à 1386, 1788 à 1791 du même Code.

Le maître d'ouvrage entend souscrire une assurance dommages-ouvrage et tous risques chantier.

XIX.1 Responsabilité civile (en cours de chantier, professionnelle et après livraison)

Le titulaire unique de l'accord-cadre de maîtrise d'œuvre ou chacun des cotraitants en cas de groupement doit justifier au moyen d'une attestation de son assureur portant mention de l'étendue de la garantie au moment de la consultation, puis en cours d'exécution des prestations si le contrat dure plus d'une année, qu'il est titulaire d'une assurance de responsabilité civile contractée auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable, garantissant l'intégralité des conséquences pécuniaires des responsabilités pouvant lui incomber à quelque titre que ce soit, y compris du fait de ses sous-traitants, à raison des dommages corporels, matériels et/ ou immatériels consécutifs ou non causés aux tiers, y compris au maître d'ouvrage et à son représentant du fait ou à l'occasion de la réalisation des prestations objet du présent marché de maîtrise d'œuvre.

En cas de groupement, le mandataire devra également être couvert pour son activité de mandataire de groupement. La liste exacte des activités pour lesquelles l'intervenant est garanti sera détaillée dans l'attestation.

Cette garantie sera maintenue en vigueur pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre et le titulaire unique de l'accord-cadre de maîtrise d'œuvre ou chacun des cotraitants en cas de groupement devra en justifier à chaque échéance annuelle ainsi que du paiement de la prime.

L'intervenant fera insérer à ses différents contrats une clause stipulant que son assureur s'engage à aviser le maître d'ouvrage lors d'une éventuelle mise en demeure de paiement de prime (article L 113-3 du Code des Assurances) ainsi qu'à l'occasion de la réalisation du contrat quel qu'en soit le motif.

Le contrat devra comporter des montants de garanties suffisants quant au risque et à son environnement qui ne pourront, en tout état de cause être inférieurs à :

Concepteurs : Responsabilité Civile cours de chantier – professionnelle et Après Livraison

Responsabilité civile Exploitation :

- Tous dommages confondus (corporels, matériels et immatériels) : 3.000.000 € par sinistre dont :
 - Immatériels Non consécutifs : 1.000.000 € par sinistre,

- Dommages de pollution accidentelle : 1.500.000 € par année.

Responsabilité civile Professionnelle et Après travaux :

- Tous dommages confondus (corporels, matériels et immatériels) : 3.000.000 € par année dont :
 - Immatériels Non consécutifs : 1.500.000 € par sinistre et par an,
 - Dommages de pollution accidentelle : 1.500.000 € par sinistre et par an.
- La franchise en dommages matériels et immatériels consécutifs sera au maximum de dix mille (10.000) Euros.

XIX.2 Responsabilité civile décennale

Il est convenu entre les parties que le présent accord-cadre concerne les travaux de réutilisation des bâtiments de l'ancienne chaufferie de la Doua, qui doit être considéré comme un immeuble par nature et qui sera réalisé selon des techniques relevant de celles des travaux de bâtiment relevant donc d'une obligation d'assurance RC Décennale.

Les intervenants au chantier devront, conformément à la Loi 78/12 du 4 janvier 1978, être couverts par une police d'assurance de responsabilité décennale.

Ainsi, le titulaire unique de l'accord-cadre de maîtrise d'œuvre ou chacun des cotraitants en cas de groupement l'intervenant devra justifier, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date de la notification de chacun des marchés subséquents, qu'il est bien titulaire d'un contrat d'assurance garantissant sa responsabilité civile décennale découlant des dispositions des articles 1792, 1792-1 et suivants.

Ce contrat sera souscrit auprès d'un assureur pratiquant habituellement la souscription des garanties prévues à l'article L. 241-1 du Code des Assurances avec une marge de solvabilité qui devra être jugée comme suffisante par rapport à la moyenne constatée sur le marché français de l'assurance pour l'année écoulée.

Cette police devra prévoir une des garanties conformes aux dispositions légales et réglementaires à savoir une garantie limitée au montant du coût total de construction HT déclaré au titre du contrat.

Le coût total de la construction déclaré s'entend de celui résultant du montant définitif des dépenses de l'ensemble des travaux afférents à la réalisation de l'opération de construction, toutes révisions, honoraires et, s'il y a lieu, travaux supplémentaires compris. Ce coût intègre la valeur de reconstruction des existants totalement incorporés dans l'ouvrage neuf et qui en deviennent techniquement indivisibles au sens du II de l'article L 243-1-1 du Code des Assurances. En aucun cas, ce coût ne peut toutefois comprendre les primes ou bonifications accordées par le maître d'ouvrage au titre d'une exécution plus rapide que celle prévue contractuellement, ni se trouver amputé des pénalités pour retard infligées à l'entrepreneur responsable d'un dépassement des délais contractuels d'exécution.

Le titulaire ou chacun des cotraitants en cas de groupement fait son affaire de la collecte des attestations d'assurance de ses sous-traitants afin de les produire à toute réclamation du maître d'ouvrage.

Les intervenants devront être couverts pour les dommages engageant la garantie de Bon Fonctionnement des éléments d'équipement dissociables du bâtiment sur le fondement de l'article 1792-3 du Code civil ou des principes dont cet article s'inspire, des dommages éventuels découlant après réception des travaux neufs et portant atteinte aux existants et des dommages immatériels consécutifs à ces dommages.

L'intervenant fera insérer à ses différents contrats une clause stipulant que celui-ci s'engage à aviser le maître d'ouvrage lors d'une éventuelle mise en demeure de paiement de prime (article L 113-3 du Code des Assurances) ainsi qu'à l'occasion de la résiliation du contrat quel qu'en soit le motif.

En cas de travaux sur existant, ces garanties doivent obligatoirement comporter une clause d'extension, dans les conditions similaires à celles prévues par la loi du 4 janvier 1978 et par l'annexe I de l'article A243-1 précitée, aux dommages consécutifs aux travaux neufs, subis par les parties anciennes de la construction.

Attestation d'assurance :

Les attestations d'assurance de responsabilité civile et de responsabilité décennale exigée des intervenants devront être :

- Remises dans les 15 jours après notification de chacun des marchés subséquents attribué ;
- Adressées à tout moment de l'exécution de l'ouvrage.

Les attestations produites devront être datées de moins de trois mois et émaner de la seule Compagnie d'assurance (tout document émis par une autre société sera considéré comme nul). Elles devront comporter mention que l'Assuré est à jour de ses primes.

L'attestation d'assurance décennale devra obligatoirement :

- Mentionner les missions ou activités garanties ;
- Être en cours de validité à la date d'ouverture du chantier quelle que soit la date d'intervention du maître d'œuvre ;
- Comporter des garanties conformes aux dispositions légales et réglementaires.

Assistance au maître d'ouvrage dans le cadre de l'assurance :

Le maître d'œuvre doit assister le maître d'ouvrage pour tous les problèmes liés à l'application des polices d'assurance garantissant le chantier et notamment :

- Il doit veiller à l'assurabilité des matériaux et/ou systèmes constructifs mis en œuvre ;
- Il informe le maître d'ouvrage de toutes les difficultés rencontrées à ce sujet, par la rédaction de notes et rapports appropriés ;
- Il doit fournir tous documents et explications, assister à toutes réunions, aussi bien dans le cadre de la mise en place des polices d'assurances, spécifiques à l'opération, que dans le cadre de la résolution des sinistres pouvant survenir.

Article XX. Redressement judiciaire et liquidation

En cas de redressement judiciaire, l'administrateur est mis en demeure par l'établissement de se prononcer sur la capacité du titulaire à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre et des marchés subséquents attribués. Sans réponse de sa part dans un délai d'un mois, l'accord-cadre et les marchés subséquents attribués sont résiliés de plein droit.

En cas de liquidation judiciaire, le liquidateur peut prononcer la continuation de l'accord-cadre et des marchés subséquents attribués. A défaut, l'accord-cadre et les marchés subséquents attribués seront en effet résiliés à la date du jugement du tribunal de Commerce.

Article XXI. Protection de la main d'œuvre

Conformément à l'article 6 du CCAG-MOE, le titulaire assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre, d'hygiène, de conditions de travail et de sécurité sur le chantier.

Article XXII. Protection de l'environnement, sécurité et santé

Conformément à l'article 7 du CCAG-MOE, le titulaire assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de l'environnement, de sécurité et de santé.

Article XXIII. Régime des connaissances antérieures et des résultats

L'utilisation des connaissances antérieures et des résultats est faite conformément aux dispositions du Chapitre 5 (article 22 à 24) du CCAG-MOE.

Article XXIV. Règlement des différends

Pour tout différend qui s'élèverait entre les parties, celle-ci s'obligent à rechercher préalablement les voies d'un accord amiable, à défaut, le Tribunal Administratif de Lyon sera seul compétent.

Toutefois, le titulaire pourra demander au maître d'ouvrage que le différend soit préalablement soumis à l'avis du Comité consultatif de règlement amiable des litiges, conformément à l'article 35.4 du C.C.A.G.-MOE.

Article XXV. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors T.V.A. et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

En application des articles D.8222-7 et D.8222-8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre, les documents demandés dans les conditions fixées à cet article.

En cas de non remise par le titulaire des documents susmentionnés, la personne publique, après mise en demeure, notifiée par écrit et restée infructueuse, résilie l'accord-cadre pour faute de celui-ci, sans qu'il puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

La monnaie de compte du marché est l'Euro. Le prix, libellé en Euros, reste inchangé en cas de variation de change.

Article XXVI. Cession du marché

Hormis le cas d'une décision du Tribunal de Commerce, le titulaire ne pourra, pour quelque motif que ce soit, sous peine de déchéance, céder, partiellement ou totalement, les droits résultant de l'accord-cadre ou d'un marché subséquent qu'avec l'agrément préalable et exprès de l'Université de Lyon par avenant de transfert.

Le titulaire est tenu de présenter le cessionnaire à l'Université de Lyon lors de sa demande d'autorisation. Le cessionnaire devra apporter des garanties financières, techniques et professionnelles équivalentes à celles apportées par le titulaire. L'Université de Lyon fait connaître sa décision dans un délai de deux mois à compter de la réception de la demande du titulaire.

L'Université de Lyon ne peut s'opposer à la cession que si le cessionnaire ne présente pas des garanties financières, techniques et professionnelles équivalentes à celles du titulaire à la date de notification du marché.

A défaut d'agrément dans les conditions ci-dessus visées, la cession sera considérée comme irrégulière et inopposable à l'Université de Lyon. En outre, en cas de méconnaissance des dispositions du présent article par le titulaire, l'Université de Lyon pourra, après mise en demeure préalable restée sans effet, résilier le marché pour faute, conformément aux dispositions de l'article 50.3 du CCAG-Travaux, sans qu'aucune indemnité ne lui soit due.

En cas de cession, le cessionnaire sera subrogé au titulaire dans les droits et obligations résultant de l'accord-cadre ou du marché subséquent.

Article XXVII. Dérogations aux documents généraux

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P. sont apportées aux articles suivants du C.C.A.G.-MOE et du CCAG-Travaux :

L'article I.2.8 du C.C.A.P déroge aux articles 29.1.5 et 12.4.2 du CCAG-Travaux ;

Les articles II.1 et II.2 du C.C.A.P dérogent au 4.1 CCAG-MOE ;

L'article X.1.2 du C.C.A.P déroge aux articles 20.3.2 et 20.5 du CCAG-MOE ;

L'article X.1.2.2 du C.C.A.P déroge à l'article 21 du CCAG-MOE ;

L'article XVI.1 du C.C.A.P déroge à l'article 31 du C.C.A.G.-MOE.